

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

L'an deux mil quinze, le vingt-neuf juin à 20 heures, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Présents : Bruno Loustalet, Maire

Philippe Maisonnas, 1^{er} Adjoint, Yannick Semay, Philippe Guillard,

Jean-Michel Thuot, Valérie Berger, Suzanne Borrel-Jeantan, Guy Caplat, Serge Manié, Audrey Duprat

Pouvoirs : Mr Zimerli (pouvoir à Mme Berger)

Mme Dupuy-Roudel (pouvoir à Mme Semay)

Mme Brignone (pouvoir à Mr Guillard)

Excusés : Christian Julian, Mme Perrou

Secrétaire de séance : Yannick Semay

En préambule, Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 29 juin 2015 à 20 h 00
Enregistrement intégral sans pause »

1. **COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :**

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

Il informe l'assemblée que, eu égard à l'ordre du jour chargé et au contexte actuel, il n'a pas été inscrit de questions diverses à l'ordre du jour, il ne sera pas pris de questions du public en fin de séance.

2. **INSTRUCTION DES ADS**

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié précise qu'auparavant les Déclarations Préalables étaient traitées par la Commission d'Urbanisme et pas par les services de l'Etat, alors que maintenant cela va être étudié par la CCMP y compris les Déclarations Préalables, anciennement demandes de travaux. Il demande ce qu'il se passera en cas de désaccord entre le Maire et le service instructeur (CCMP). Mr le Maire répond que ce sera la police du Maire qui s'appliquera, comme auparavant. Les dossiers continueront à être examinés par la Commission d'Urbanisme, et la CCMP agira en termes de « service

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

technique » concernant les autorisations d'occupation du sol. Cela ne changera rien sur l'emprise qu'aura la commune sur les ADS.

DELIBERATION 15/03/01 : CONVENTION RELATIVE À LA CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN D'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DES DROITS DU SOL

Rapporteur : Bruno LOUSTALET

Monsieur le Maire rappelle que la Loi d'Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové (ALUR) prévoit la fin de la mise à disposition gratuite des services de l'Etat pour l'assistance technique et l'instruction des autorisations du droit du sol (ADS) des communes de 10 000 habitants et plus ou lorsque l'établissement public de coopération intercommunale regroupe une population totale d'au moins 20 000 habitants.

Compte tenu de ce seuil démographique, les communes membres de la CCMP sont concernées par cette évolution. Dans l'Ain, la Direction Départementale des Territoires (DDT) a annoncé qu'elle cesserait d'instruire les dossiers ADS à compter du 1^{er} juillet 2015.

Dans ce contexte il appartient aux communes de s'organiser pour assurer l'instruction de leur ADS.

Soucieux de rationaliser le service public et de développer la solidarité sur le territoire communautaire, une démarche de mutualisation des coûts et des moyens a été engagée en novembre dernier afin de créer un service commun sans transfert de la compétence à l'intercommunalité. En effet, le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit à l'article L. 5211-4-2 que « en dehors des compétences transférées, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs. Les effets de ces mises en commun sont réglés par convention après avis du ou des comités techniques compétents. Les services communs sont gérés par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ».

Monsieur le Maire ajoute que suite à plusieurs réunions en bureau communautaire et en COTECH/COPIL réunissant les adjoints à l'urbanisme et les techniciens des communes, une convention définissant précisément le fonctionnement du service et les relations et rôles de chacun a été arrêtée, dont notamment les points suivants

1. création d'un service commun ayant en charge de remplacer à l'identique les prestations précédemment effectuées par les services de l'Etat.
2. la présente convention concerne l'ensemble des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol, seuls les certificats d'urbanisme d'information ou CUa ne seront pas traités,
3. les tâches et missions suivantes ne relèveront pas du service ADS :
 - a. l'accueil amont du pétitionnaire
 - b. la relation avec le pétitionnaire, au cours de l'instruction du dossier
 - c. la relation à l'ABF
 - d. le contrôle de conformité (récolement) / la police de l'urbanisme

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

- e. le contentieux
- f. la veille juridique sera effectuée par chacun
- g. la formation des agents communaux en charge de l'accueil et de la pré-instruction

Monsieur le Maire précise que le service commun sera gratuit pour les communes membres adhérentes dans sa configuration de démarrage, soit en terme de personnel 1.5 équivalent temps plein, toute évolution du service donnera lieu à une renégociation financière de la convention initiale.

Ceci exposé

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment son article L.5211-4-2 modifié par l'article 67 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite MAPTAM) prévoyant « qu'en dehors des compétences transférées, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs. »

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R423-14 précisant que « lorsque la décision est prise au nom de la commune....., l'instruction est faite au nom et sous l'autorité du maire ».

Vu le code de l'urbanisme de l'article R423-15 (autorisant la commune à confier par convention l'instruction de tout ou partie des dossiers à une liste fermée de prestataires)

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite ALUR), et notamment son article 134 modifiant l'article L422-8 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération de la Communauté de communes du 20 mai 2015,

Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme du 30 mai 2015 et de la Commission Générale du 4 juin 2015,

Considérant qu'à compter du 1^{er} juillet 2015 les services de l'Etat qui assuraient l'instruction des autorisations du droit du sol à titre gracieux pour le compte des communes cesseront cette mission,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL :

1. **APPROUVE** la convention à passer entre la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau et ses communes membres en vue de l'adhésion au service commun d'instruction des Autorisations du Droit des Sols joint en annexe,
2. **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et à engager toutes diligences nécessaires à l'exécution de la présente.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

— ANNEXE DELIB. 16.03.01 —

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DE SERVICE COMMUN
INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DU
DROIT DES SOLS (ADS)**

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ENTRE

La Communauté de communes de Miribel et du Plateau, représentée par son président, Monsieur Pascal PROTIERE, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 mai 2015

Ci-après désigné par les termes "la CCMP",

ET

La commune de XXXXX représentée par son maire, Monsieur XXXXXX, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du XXXXX

Ci-après désignée par les termes "la commune",

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT concernant les services communs non liés à une compétence transférée ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment de l'article L422-1 (définissant le maire comme l'autorité compétente pour délivrer les actes) à l'article L422-8 (supprimant la mise à disposition gratuite des services d'instruction de l'État pour toutes communes compétentes appartenant à des communautés de 10 000 habitants et plus),

Vu le code de l'urbanisme de l'article R423-15 (autorisant la commune à confier par convention l'instruction de tout ou partie des dossiers à une liste fermée de prestataires) à l'article R423-48 (précisant les modalités d'échanges électroniques entre service instructeur, pétitionnaire et autorité de délivrance).

Vu l'avis du comité technique de la Communauté en date du XXXX,

PREAMBULE

En application des articles L. 422-1 du Code de l'urbanisme, dans les communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé, ou d'un document en tenant lieu, le maire délivre au nom de la commune les autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol.

Suite au retrait de l'État de l'instruction des autorisations d'urbanisme, il convient d'organiser les nouvelles modalités d'instruction.

L'article L. 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que « *en dehors des compétences transférées, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs. Les effets de ces mises en commun sont réglés par convention après avis du ou des comités techniques compétents. Les services communs sont gérés par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre* ».

Cet article prévoit expressément que les services communs peuvent être chargés de l'instruction des décisions prises par les maires au nom de la commune ou de l'État.

A la demande des communes, il a été décidé de mutualiser les compétences et les coûts liés à l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation de sols par la création d'un service commun ayant en charge de remplacer les prestations précédemment effectuées par les services de l'État, géré par la CCMP.

Les modalités de fonctionnement de ce service sont fixées par la présente convention.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir des modalités de travail en commun avec le maire, autorité compétente pour délivrer les actes et le service instructeur de la CCMP, placé sous la responsabilité de son Président dans le domaine des autorisations et des actes relatifs à l'occupation du sol, délivrés au nom de la commune.

La convention d'instruction prévoit notamment les obligations réciproques des parties. Elle précise en outre les conditions de signature des actes concernés.

ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION

La présente convention concerne l'ensemble des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol (hors certificat d'urbanisme d'information ou CUa), délivrés sur le territoire de la commune et relevant de la compétence du maire.

Elle s'applique à toutes les demandes et déclarations déposées à partir du **01/10/2015**, date prévisionnelle de démarrage du service, de l'examen de la recevabilité de la demande à la proposition de décision.

Les dossiers enregistrés avant cette date continueront d'être instruits jusqu'à leur terme par la commune.

Les actes suivants ne sont pas confiés au service ADS et relève de la seule responsabilité de la commune :

- l'accueil amont du pétitionnaire
- La relation avec le pétitionnaire, au cours de l'instruction du dossier
- la relation à l'ABF
- le contrôle de conformité (récolement) / police de l'urbanisme
- le contentieux
- la formation des agents communaux en charge de l'accueil et de la pré-instruction

Nota : il est convenu que la veille juridique sera effectuée par chacun des signataires de la convention

ARTICLE 3 : LA GESTION DES SERVICES COMMUNS

L'autorité gestionnaire des fonctionnaires et agents non titulaires qui exercent en totalité leur fonction dans le service commun est le Président de la Communauté.

Le service est ainsi géré par le Président de la Communauté qui dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Dans ce cadre, l'évaluation professionnelle des agents exerçant leurs missions dans un service commun relèvera de la compétence du Président de la Communauté.

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Les agents sont rémunérés par la Communauté.

Le pouvoir disciplinaire relève du Président de la Communauté.

ARTICLE 4 – MODALITES OPERATIONNELLES DES MISSIONS DU MAIRE

A) Avant la phase de dépôt : l'information du public

Préalablement au dépôt du dossier, la commune accueille et informe le public, notamment sur les règles d'urbanisme applicables et sur l'avancement de l'instruction des demandes. Il fournit à ce titre les imprimés au pétitionnaire si celui-ci le demande, et le conseille sur le choix de l'imprimé ainsi que sur le contenu du dossier à fournir.

B) Lors de la phase de dépôt de la demande

Pour tous les actes et autorisations relatifs à l'occupation des sols relevant de sa compétence et entrant dans le cadre de la présente convention le maire assure en phase de dépôt les tâches suivantes :

- Assure totalement l'instruction des certificats d'urbanisme d'information ou CUa,
- vérifie que le dossier est intégralement rempli, daté et signé par le pétitionnaire
- contrôle la présence et le nombre de pièces obligatoires à partir du bordereau de dépôt des pièces jointes à la demande
- affecte un numéro d'enregistrement au dossier
- délivre le récépissé de dépôt de dossier
- procède à l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande de permis ou de la demande de déclaration, dans les 15 jours suivants le dépôt de la demande et pendant toute la durée de l'instruction
- transmet les dossiers aux consultations des services extérieurs suivants :
 - Service gestionnaire de l'assainissement
 - Service gestionnaire de l'eau potable
 - Service gestionnaire des ordures ménagères
 - Service gestionnaire de la voirie (liste des consultations ADS)
 - ERDF
 - Si le projet se situe dans un périmètre de protection de Monument Historique ou site Inscrit, transmet dans un délai de 8 jours suivant le dépôt du dossier, un exemplaire complet de la demande au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) pour avis de l'architecte des bâtiments de France(ABF) ou chef du STAP.
- Transmet dans un délai de 8 jours maximum les autres exemplaires de demandes et des dossiers au service instructeur intercommunal. Cette transmission est suivie de l'envoi de la

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

fiche destinée au service instructeur qui synthétise les dates des transmissions des services consultés directement par la commune (ABF, ERDF, Eau potable, OM, assainissement...).

- Fait part dans le délai d'un mois au service instructeur intercommunal de tout élément d'information ou appréciations supplémentaires en sa possession nécessaire ou utiles à l'instruction sous la forme de l'avis du Maire. Ce délai sera de 15 jours pour les déclarations préalables.

C) Lors de la phase d'instruction :

Pour tous les actes et autorisations relatifs à l'occupation des sols relevant de sa compétence et entrant dans le cadre de la présente convention le maire assure en phase d'instruction les tâches suivantes :

- notifier au pétitionnaire, sur proposition du service instructeur, par lettre recommandée A/R, la liste des pièces manquantes et /ou la majoration des délais d'instruction, au plus tard 8 jours avant la fin du 1er mois et fournir au service instructeur (et à la Préfecture au titre du contrôle de légalité) une copie de la demande signée par le maire ou son délégué
- Informer le service instructeur de la date de réception par le pétitionnaire de cette transmission et adresser au service ADS copie de l'accusé de réception
- transmettre les avis qu'il reçoit de l'ABF ou autre au service ADS

D) lors de la notification de la décision et suite donnée

Pour tous les actes et autorisations relatifs à l'occupation des sols relevant de sa compétence et entrant dans le cadre de la présente convention le maire assure en phase de notification les tâches suivantes :

- notifier au pétitionnaire la décision proposée par le service instructeur par lettre recommandée A/R au plus tard 8 jours avant la fin du délai d'instruction, (la notification peut se faire par courrier simple lorsque la décision est favorable, sans prescription ni participation)
- informer simultanément le service instructeur de cette transmission et lui en adresser une copie
- informer le service instructeur de la date de réception par le pétitionnaire de cette notification et adresser au service instructeur une copie de l'accusé de réception
- transmettre la décision au préfet au titre du contrôle de légalité dans un délai de 15 jours à compter de la signature
- afficher l'arrêté de permis en mairie

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

- transmettre la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) et la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) au service instructeur pour archivage

ARTICLE 5 – MISSIONS OPERATIONNELLES DU SERVICE ADS

Le service instructeur de la CCMP assure l'instruction réglementaire de la demande depuis sa transmission par le maire jusqu'à la préparation et l'envoi au maire du projet de décision, dans ce cadre il assure les tâches suivantes :

A) Lors de la phase de dépôt de la demande

- Vérifier la complétude du dossier (contenu et qualité)
- Déterminer si le dossier fait partie des cas prévus « pour consultations » afin de prévoir les majorations de délai conformément au code de l'urbanisme
- Vérifier l'emplacement du site (nécessaire recours à l'ABF ou autre consultations extérieures), la présence des copies de transmission et récépissé
- Vérifier le zonage conformément aux documents d'urbanisme en vigueur et aux servitudes d'utilité publiques grevant le terrain d'assiette de l'opération ;
- Envoyer au maire la proposition de notification des pièces manquantes et de majoration éventuelle de délais. Le courrier informe le demandeur qu'à défaut de production de l'ensemble des pièces manquantes dans le délai de 3 mois à compter de la réception de la lettre du maire notifiant la demande desdites pièces, sa demande de permis ou de déclaration sera rejetée tacitement.

Cette proposition est transmise au maire par courrier électronique, accompagnée le cas échéant d'une note explicative ; cet envoi se fait au plus tard 8 jours avant la fin du premier mois d'instruction.

B) Lors de l'instruction

- Procéder aux consultations des personnes publiques, services ou commissions intéressés (autres que celles déjà consultées par le maire lors de la phase du dépôt de la demande), comprenant :
 - Les services de l'Etat hors ABF (la police de l'eau, DIREN, service gestionnaire des risques, DDT, DGFIP...)
 - Le SDIS
 - le gestionnaire de voirie
 - Le cas échéant, tous services ne relevant pas de la gestion locale des réseaux

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

- vérifier si le terrain d'assiette a fait l'objet d'un certificat d'urbanisme en cours de validité et dans l'affirmative s'y reporter afin de prendre connaissance des mentions qu'il contient ;
- regarder si le projet décrit est conforme aux dispositions d'urbanisme définies par les différents documents d'urbanisme (POS, PLU, carte communale, plan de sauvegarde et de mise en valeur, RNU, loi Littoral, loi Montagne, loi Paysage, etc.) et aux servitudes d'utilité publique ;
- vérifier de la compatibilité du projet avec les orientations d'aménagement définies dans le PLU ;
- vérifier la compatibilité du projet avec l'avis du maire sur la voirie et les réseaux et notamment du caractère suffisant ou non des réseaux et voie de desserte existants ou prévus ;
- contrôler que tous les services consultés obligatoirement ont bien répondu dans les délais et que leurs avis sont compatibles avec le projet d'une part et entre eux d'autre part ;
- vérifier que les documents ne présentent pas d'éléments contradictoires
- contrôler si le projet est situé dans un lotissement et vérifier si celui-ci possède un règlement en cours de validité ;
- collecter les différents éléments nécessaires aux calculs des différentes taxes et participations et les transmettre à la DDT ;
- Rédiger un projet de décision tenant compte du projet déposé, de l'ensemble des règles d'urbanisme applicables et des avis recueillis. Dans les cas nécessitant un avis conforme de l'ABF et si celui-ci est négatif, proposition soit d'une décision de refus soit d'une décision de prolongation de trois mois du délai d'instruction, si le maire décide d'un recours auprès du préfet de région contre cet avis ;
- Transmission électronique de la proposition de décision au maire, accompagnée le cas échéant d'une note explicative et des copies des avis recueillis. Pour les permis, cet envoi est fait au plus tard dans les huit jours qui précèdent la fin du délai d'instruction.

A toutes les phases de la procédure, le service ADS agit en lien et en concertation avec la commune notamment pour permettre le respect des délais de transmissions des pièces aux pétitionnaires.

Ainsi, le service ADS informe la commune de tout élément de nature à entraîner un refus d'autorisation ou une opposition à la déclaration. Il est rappelé que le service ADS ne peut pas participer à la rédaction d'un acte illégal.

En tout état de cause, le service ADS ne pourra être tenu pour responsable des conséquences éventuelles de l'absence de notification ou de la notification hors délai par le maire d'un projet de décision transmis dans les délais par le service ADS.

C) Missions complémentaires

Dans la mesure des moyens humains affectés au service ADS, soit à la date de signature de la présente convention, 1.5 Equivalent Temps Plein (ETP), et de la charge ponctuelle de travail liée aux missions d'instruction, la commune pourra bénéficier à sa demande expresse du soutien du service ADS dans l'assistance de ses élus et agents en charge de l'accueil des pétitionnaires et des démarches d'instruction et d'enregistrement.

ARTICLE 6 : MODALITES DE TRANSFERT DES PIECES ET DOSSIERS

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Dans le souci de favoriser une réponse rapide au pétitionnaire, les courriers relatifs à la procédure de majoration des délais ou de demande de pièces complémentaires ou de consultation des avis pourront être envoyés par messagerie électronique au service urbanisme de la commune pour être mis à la signature du maire.

La CCMP et les Communes conviendront des formats de fichiers utilisés pour les échanges de documents.

Il est convenu que les échanges mails se feront à partir des adresses suivantes :

- Service ADS
ads@cc-miribel.fr
- Service urbanisme de la commune
A définir

Ces courriers seront adressés en recommandés postaux au pétitionnaire ou avec son accord par voie électronique, ce dernier sera, conformément à l'article R423-48 du Code de l'urbanisme « réputé avoir reçu les notifications à la date à laquelle il les consulte à l'aide de la procédure électronique. Un accusé de réception électronique est adressé à l'autorité compétente au moment de la consultation du document. A défaut de consultation à l'issue d'un délai de huit jours après leur envoi, le demandeur est réputé avoir reçu ces notifications. »

ARTICLE 7 – INSTANCE DE CONCERTATION

Un comité de pilotage composé des maires et des techniciens concernés par l'instruction des actes se réunira au minimum une fois par an pour établir un bilan du fonctionnement du service et présenter les statistiques. Le Comité de pilotage proposera le cas échéant les modalités d'évolution de la convention.

ARTICLE 8 – CLASSEMENT – ARCHIVAGE – ETABLISSEMENT DES STATISTIQUES

Les dossiers se rapportant aux autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol sont classés et archivés à la commune suivant la réglementation en vigueur.

Le service instructeur intercommunal assure la fourniture des renseignements d'ordre statistique demandés en application de l'article R. 431-34 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIERES

L'ensemble des charges annuelles de fonctionnement et d'investissement dont celles relatives aux 1.5 ETP seront financées en intégralité par la CCMP sur son budget général. Les évolutions du service en terme de moyen humain donneront lieu à une révision des conditions financières.

ARTICLE 10 – CONTENTIEUX

10.1 – Recours gracieux

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

La commune informe systématiquement et sans délai le service ADS de tout recours émis à l'encontre d'un dossier qu'il a instruit.

À la demande de la commune, le service instructeur apporte, dans la limite de ses compétences, son concours pour l'instruction des recours gracieux intentés par des personnes publiques ou privées portant sur les autorisations ou actes visés à l'article 2. Le service ADS peut alors apporter les informations et explications nécessaires sur les motifs l'ayant amené à établir sa proposition de décision.

Toutefois, la CCMP n'est pas tenue à ce concours lorsque la décision contestée est différente de la proposition faite par le service ADS.

10.2 - Prise en charge d'honoraires d'avocat

La prise en charge éventuelle d'honoraires d'avocat relatifs à la décision incombe à la commune.

ARTICLE 11 – RESILIATION – MODIFICATION – LITIGES

11.1 - Entrée en vigueur

Le service commun est créé à compter du 1^{er} octobre 2015 sous réserve du recrutement dans les délais des agents instructeurs. La présente convention s'applique à toutes les demandes déposées à compter du 1^{er} octobre 2015. La convention est conclue pour une durée indéterminée.

11.2 - Modification/révision

Toute modification ou révision de la présente convention sera approuvée par délibération de la CCMP en concertation avec les communes adhérentes.

11.3 - Résiliation

La présente convention peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins six mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

11.4 - Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Miribel, le XXXX
Pour la CCMP,

Pour la Commune,

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Pascal PROTIERE,
Président de la CCMP

XXXX,
Maire

| | |
|------------|----|
| Pour | 13 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

3. FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)

Monsieur le Maire donne lecture du projet de délibération.

Mr Caplat demande si l'on a connaissance de la réponse des autres communes concernées. Mr le Maire répond que les communes ne peuvent qu'être favorables à cette répartition.

Mr Maisonnas précise que cela correspond pour notre commune à environ 9.000 € de dépenses en moins et ajoute qu'il s'agit bien d'une mesure exceptionnelle, qui ne sera pas reconduite d'année en année.

DELIBERATION 15/03/02 : REGIME DEROGATOIRE LIBRE FPIC

Rapporteur : Bruno LOUSTALET

Monsieur le Maire informe que l'article 144 de la loi de finance initiale pour 2012 a créé le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (F.P.I.C.), premier mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal. Il consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Il informe que, par courrier en date du 26 mai 2015 reçu en CCMP le 8 juin dernier, la Préfecture de l'Ain a notifié au niveau du bloc communal le prélèvement pour 2015 de 1 509 331 € avec une répartition dite de droit commun établie selon les dispositions des articles L.2336-3 et L.2336-5 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales) entre les communes membres et l'EPCI :

- Part EPCI : 578 028 €

- Part communes membres : 931 303 €

Monsieur le Maire ajoute que lors du Débat d'Orientation Budgétaire 2015, le Président de la CCMP avait annoncé que la participation de la CCMP serait exceptionnellement majorée de 300 000 € permettant d'alléger d'autant la part des communes.

Cette répartition « dérogatoire libre » doit faire impérativement l'objet avant le 30 juin 2015 d'une décision à la majorité des deux tiers de l'assemblée communautaire et à la majorité simple de décisions concordantes de l'ensemble des conseils municipaux.

Monsieur le Maire rappelle que le Président de la CCMP a proposé à l'assemblée communautaire de se prononcer sur la répartition suivante :

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

| Répartition du FPIC au niveau de l'ensemble intercommunal | |
|---|-------------------------|
| Montant prélevé ensemble intercommunal | 1 509 331 |
| Montant reversé ensemble intercommunal | 0 |
| Solde FPIC ensemble intercommunal | -1 509 331 |
| L'ensemble intercommunal est | contributeur net |

| Répartition du FPIC entre EPCI et communes membres | Prélèvement | | | Reversement | | Solde FPIC | |
|--|------------------|--------------------|------------|--------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| | Droit commun | Montant définitif* | Différence | Droit commun | Montant définitif | Droit commun | Montant définitif* |
| Part EPCI | 578 028 | 878 028 | 300 000 | 0 | 0 | -578 028 | -878 028 |
| Part communes membres | 931 303 | 631 303 | -300 000 | 0 | 0 | -931 303 | -631 303 |
| TOTAL | 1 509 331 | 1 509 331 | 0 | 0 | 0 | -1 509 331 | -1 509 331 |

*Répartition dérogatoire dite libre

| Nom communes | Montant prélevé de droit commun | | Montant prélevé définitif en application de la dérogation dite libre | | Montant reversé de droit commun | Montant reversé définitif | Solde de droit commun | Solde définitif répartition dite libre |
|---------------------|---------------------------------|----------------|--|----------------|---------------------------------|---------------------------|-----------------------|--|
| Beynost | 213 946 | 22,97% | 145 028 | 22,97% | 0 | 0 | -213 946 | -145 028 |
| Miribel | 370 158 | 39,75% | 250 919 | 39,75% | 0 | 0 | -370 158 | -250 919 |
| Neyron | 88 871 | 9,54% | 60 243 | 9,54% | 0 | 0 | -88 871 | -60 243 |
| Saint Maurice de B. | 182 415 | 19,59% | 123 654 | 19,59% | 0 | 0 | -182 415 | -123 654 |
| Thil | 29 956 | 3,22% | 20 306 | 3,22% | 0 | 0 | -29 956 | -20 306 |
| Tramoyes | 45 957 | 4,93% | 31 153 | 4,93% | 0 | 0 | -45 957 | -31 153 |
| | 931 303 | 100,00% | 631 303 | 100,00% | 0 | 0 | -931 303 | -631 303 |

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 24 juin 2015,

Entendu les explications de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

D'opter pour une répartition dérogatoire dite libre du FPIC 2015 et de procéder à la répartition suivante :

Répartition 2015 du prélèvement de 1 509 331 € entre EPCI et communes membres

| | |
|------------------|--------------------|
| EPCI | 878 028 € |
| COMMUNES MEMBRES | 631 303 € |
| TOTAL | 1 509 331 € |

Répartition 2015 du prélèvement de 631 303 € entre les communes membres

| | |
|------------------------|--------------------|
| BEYNOST | - 145 028 € |
| MIRIBEL | - 250 919 € |
| NEYRON | - 60 243 € |
| ST. MAURICE DE BEYNOST | - 123 654 € |
| THIL | - 20 306 € |
| TRAMOYES | - 31 153 € |
| TOTAL | - 631 303 € |

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

| | |
|------------|----|
| Pour | 13 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

4. PLATEAU SURELEVE RD 61B

Mr Maisonnas rappelle que concernant l'aménagement du plateau surélevé sur la RD 61b à l'intersection avec le chemin du Mas Durand et le chemin des Rivons, il y a lieu de signer une convention entre la commune, la CCMP (financeur) et le Conseil Départemental.

Il donne lecture du projet de délibération.

Mme Duprat demande, concernant l'arrêt de bus scolaire, les enfants s'arrêtent vers l'arrêt du Colibri (à l'intersection de la RD et chemin du Mas Durand), et c'est dangereux. Cela avait été abordé en Commission Voirie. Elle demande si on peut déplacer l'arrêt de bus des scolaires du Clos des Platanes, à son emplacement d'origine c'est-à-dire au Perron ou à la Verchère.

Mr Maisonnas répond que c'est l'objet d'une convention tripartite. C'est le Conseil Départemental qui est responsable et compétent en matière de transports scolaires.

Mr le Maire propose que soit saisi le Conseil Départemental à ce sujet. Les chauffeurs de bus scolaires, n'ont pas à s'arrêter à l'arrêt du Colibri.

Mme Duprat suggère de faire remonter la demande auprès du Conseil Départemental (direction des transports) avant la prochaine rentrée.

DELIBERATION 15/03/03 : CONVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL – CCMP ET COMMUNE DE THIL RELATIVE A L'AMENAGEMENT D'UN PLATEAU SURELEVE AU PR2+430

Rapporteur : Philippe MAISONNAS

Monsieur le Rapporteur expose qu'une convention est à signer entre la CCMP, le Conseil Départemental de l'Ain et la commune de Thil en vue de la réalisation des travaux d'aménagement et de sécurité sur la RD 61 B (plateau surélevé aux intersections du Chemin du Mas Durand, du Chemin des Rivons et de la RD61B.

Monsieur le Maire rappelle que ces travaux sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la CCMP dans le cadre d'un AP/CP n°3 créé en Avril 2012 pour la réalisation de divers travaux d'aménagement et de sécurité pour un montant global de 630 000 €.

Il informe que ces travaux étant réalisés sur le domaine public du Conseil Départemental de l'Ain, il convient de signer une convention tripartite définissant les caractéristiques de l'aménagement, la charge d'investissement, les prescriptions techniques, les charges d'entretien et de garantie.

Lecture faite de la convention établie par le Conseil Départemental de l'Ain portant sur la création d'un trottoir et d'une écluse sur la RD 61B au PR2+430,

1. La Commission Générale ayant été consultée le 04 juin 2015,

2. Vu le projet de convention, ci-après, annexé,

3. Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- Approuve la convention à signer entre le Conseil Départemental de l'Ain, la CCMP et la commune de Thil telle qu'annexée,
- Autorise Monsieur le Maire à la signer ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

- ANNEXE DELIB. 15.03.03 -



Commune de Thil
Aménagement d'un plateau surélevé
RD 61b au PR 2+430

CONVENTION entre :

- le **Département de l'Ain** représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ain agissant en application de la délibération de la Commission permanente en date du

et

- la **Communauté de communes de Miribel et du Plateau** représentée par Monsieur le Président en application de la délibération du Conseil communautaire du

et

- la **Commune de Thil** représentée par Monsieur le Maire en application de la délibération du Conseil municipal du

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Un plateau surélevé sera réalisé dans l'agglomération de Thil sur la RD 61b.

Il est convenu:

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de réalisation des travaux d'aménagement décrits ci-dessus.

Article 2 : Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération d'investissement sera assurée par la **Communauté de communes de Miribel et du Plateau**.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Article 3 : Caractéristiques de l'aménagement

L'aménagement consiste en :

- la pose de bordures et l'aménagement de trottoirs ;
- la création d'un plateau surélevé ;
- l'aménagement d'espaces verts ;
- la mise en place des signalisations horizontales et verticales adaptées ;
- l'adaptation du dispositif d'assainissement et l'installation d'avaloirs.

Toute modification de l'aménagement devra faire l'objet d'un accord préalable du **Département de l'Ain**, sous forme d'avenant.

Article 4 : Charges d'investissement

Le financement de l'opération d'investissement est assuré par la **Communauté de communes de Miribel et du Plateau**.

Article 5 : Prescriptions techniques et liste des annexes

Annexe 1 : Obligations respectives du Département et de la Commune

Annexe 2 : Avis sur projet n° 2014/04/07

Annexe 3 : Accessibilité de la voirie et des espaces publics

Article 6 : Contrôles

Le **Département de l'Ain** (direction des routes) sera associé au lancement des travaux par l'intermédiaire de l'agence routière et technique **Dombes-Plaine de l'Ain**, qui sera invitée à participer à la première réunion de chantier.

De plus, dans le cadre du suivi de la réalisation de ces travaux, le **Département de l'Ain** pourra prendre toutes dispositions pour le contrôle de leur bonne exécution (portant sur la nature des matériaux et les épaisseurs notamment).

Il pourra ainsi réaliser pour son propre compte les essais suivants, au fur et à mesure de l'avancement du chantier :

- sur les tranchées, vérification de la compacité au « panda » ;
- réception de la couche de forme avant application de la couche de liaison par des essais de « plaque » ;
- vérification des épaisseurs et des densités de la couche de liaison au « gammadensimètre » ou par « carottage » ;

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

- vérification des épaisseurs et des densités de la couche de roulement par « carottage » et de l'adhérence par des « essais PMT ».

Le **Département de l'Ain** vérifiera la conformité du plateau surélevé par rapport aux recommandations du guide des coussins et plateaux du CERTU et par rapport aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Article 7 : Charges d'entretien et de fonctionnement

La **Commune de Thil** assumera les charges d'entretien, d'exploitation et de fonctionnement de l'aménagement tel qu'il est décrit à l'article 3.

Elle s'engage à maintenir en bon état d'entretien ces ouvrages afin de ne pas nuire au domaine public, à son entretien, à son exploitation et à la sécurité publique.

Le **Département de l'Ain** assurera les charges d'entretien et de fonctionnement relatives aux chaussées, hors plateau.

Article 8 : Garantie d'entretien

En cas de défaut d'entretien qui pourrait porter atteinte à la sécurité publique, à la fluidité normale du trafic, à l'écoulement des eaux de ruissellement en provenance de la chaussée de la RD 61b ou à la pérennité des ouvrages, le **Département de l'Ain** pourra après mise en demeure, se substituer à la **Commune de Thil** et faire exécuter aux frais de celle-ci, les travaux nécessaires.

Le maître d'ouvrage devra procéder à la remise à niveau des ouvrages annexes relevant de sa responsabilité (bouches à clé, regards, grilles...).

Article 9 : Récolement des ouvrages

La **Communauté de commune de Miribel et du Plateau** transmettra les plans de récolement de ses ouvrages au **Département de l'Ain** (agence routière et technique **Dombes-Plaine de l'Ain**). S'agissant de documents administratifs, ils peuvent être communiqués aux tiers ayant à faire instruire des projets d'occupation du domaine public.

Article 10 : Occupation du domaine public

La **Communauté de communes de Miribel et du Plateau** est autorisée à occuper le domaine public départemental pour l'implantation des différents supports tels que potences, poteaux ou mâts liés à la présente opération. Cette occupation, précaire et révocable, est attribuée à titre gratuit.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Tous les embellissements et améliorations que la **Communauté de communes de Miribel et du Plateau** pourra faire sur ces biens seront automatiquement et immédiatement intégrés au domaine public du **Département de l'Ain**.

Toute intervention sur les réseaux secs ou humides nécessitera une demande préalable auprès du gestionnaire de la voie. Une autorisation de voirie comprenant les prescriptions techniques relatives au remblayage sera alors délivrée.

Article 11 : Responsabilité

La **Communauté de commune de Miribel et du Plateau** s'engage à représenter gratuitement le **Département de l'Ain** dans toutes les actions en justice induites par l'existence de cet aménagement.

La **Communauté de commune de Miribel et du Plateau** s'engage également à supporter ou à rembourser au **Département de l'Ain**, tous les frais occasionnés par les jugements tels que : indemnités, réparations, expertises, dépenses et frais de justice.

Article 12 : Durée de validité

La présente convention durera tant que l'équipement réalisé par la **Communauté de commune de Miribel et du Plateau** restera en service.

à Bourg-en-Bresse, le
Le Président
du Conseil départemental de l'Ain,

à Thil, le
Le Maire

à Miribel, le
Le Président de la **Communauté de communes
de Miribel et du Plateau**

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Annexe 1 : Obligations respectives du Département et de la Commune

Le **Département** assure à l'intérieur de l'agglomération (entre panneaux d'entrée et de sortie EB 10 et EB 20) :

- l'entretien et la réfection de la couche de roulement au sens le plus strict, à l'exception des plateaux, coussins et ralentisseurs, de telle façon que la circulation normale des usagers y soit assurée dans de bonnes conditions de sécurité ;
 - l'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le réseau routier départemental et inscrites au schéma directeur ;
 - l'entretien et le remplacement éventuel des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération, à l'exclusion d'initiative communale ;
 - l'entretien et le remplacement de la signalisation verticale relative aux régimes de priorités ;
 - l'entretien des supports classiques de signalisation directionnelle, à l'exception de ceux qui sont la conséquence d'un choix esthétique particulier de la Commune ;
 - le renouvellement de la signalisation horizontale de la chaussée sur les sections n'ayant pas fait l'objet d'un aménagement relevant d'une initiative communale ;
 - l'entretien des ouvrages d'art portant une voie départementale ;
 - le fauchage des accotements enherbés sans trottoir, avec un maximum de trois fois par an.
 - Le déneigement des Routes Départementales, sous réserve que la largeur de chaussée soit compatible avec le passage des engins du Département.
- Dans le cas contraire, celui-ci sera à la charge de la commune.

La **Commune** s'oblige à assurer, de manière à garantir en permanence la sécurité des usagers et des riverains, l'entretien des routes départementales situées en agglomération, à savoir :

- les plantations et espaces verts en bordure de la voirie ;
- les trottoirs, parkings latéraux et îlots centraux ;
- le mobilier urbain implanté après autorisation sur le domaine public départemental ;
- les caniveaux et bordures ;
- lorsque ceux-ci sont de la compétence de la Commune, les réseaux d'assainissement eaux usées et eaux pluviales ainsi que les réseaux de distribution d'eau potable (canalisations, tampons, regards, bouches à clé ...) ;
- la signalisation verticale directionnelle si elle est liée à un choix esthétique de la Commune ;
- l'éclairage public ;
- les éventuels équipements dont la signalisation horizontale et verticale (à l'exclusion des régimes de priorité), liés à des mesures de police de circulation tels qu'aménagements cyclables, plateaux surélevés, coussins berlinois, ralentisseurs de type dos d'âne ou trapézoïdal, carrefours de type giratoire ou sélectif, revêtement de chaussée non bitumé, bornes, îlots, etc..., qui, du fait de leur nature, doivent faire l'objet d'un accord spécifique du Département ;
- le marquage particulier sur la chaussée pour la matérialisation des carrefours aménagés, du stationnement, des passages protégés ou de l'axe ainsi que les marquages d'ordre esthétique.

Lors du renouvellement de la couche de roulement de la chaussée, la Commune (ou son fermier le cas échéant) assurera, dans le même temps et à ses frais, la mise à niveau de ses divers équipements (regards, bouches à clé, etc.) situés sur ladite chaussée.

La **Commune** s'oblige à assurer le renouvellement de la signalisation horizontale et verticale de ses aménagements cyclables situés sur les routes départementales hors agglomération, de manière à garantir en permanence la sécurité des usagers et des riverains.

Commune de THIL
Aménagement d'un plateau surélevé
RD 61b au PR 2+430

5/9

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Annexe 2 : Avis sur projet n° 2014/04/07

Trafic en moyenne journalière annuelle :

4 356 véhicules/jour dont 43 poids lourds (année 2012)

Avis sur le projet : favorable, sous réserve de la prise en compte des préconisations ci-dessous.

Le trottoir ouest du Chemin du Mas Durand n'est pas suffisamment large pour supporter une piste cyclable mitoyenne au cheminement piéton (il faut 3 m minimum). De plus, aucune continuité de l'itinéraire cyclable n'apparaît sur le plan. Dans ces conditions, le trottoir sera traité de façon classique sans pictogramme.

D'autre part, sur cette même rue, la branche du plateau pourrait être raccourcie de 6 m pour réduire le coût de l'aménagement sans en réduire l'efficacité.

Les bordures T2 seront plongeantes pour atteindre 0 cm de vue à chaque extrémité du projet.

Le dispositif d'assainissement sera adapté au projet et assuré exclusivement par des avaloirs au droit des points bas de la chaussée, sauf en présence de bordures basses.

La signalisation sera mise en place conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Les fonds des espaces verts situés en bord de chaussée seront drainés et la végétation ne devra pas gêner la visibilité des différents usagers.

Plateau surélevé

Le plateau surélevé devra être aménagé conformément aux recommandations du guide des coussins et plateaux du CERTU.

Il est déconseillé d'implanter des plateaux surélevés dans les cinquantes premiers mètres après les panneaux d'entrée d'agglomération sauf si le traitement en entrée d'agglomération permet de maîtriser la vitesse (50 km/h), par exemple présence d'une chicane contraignante.

Géométrie :

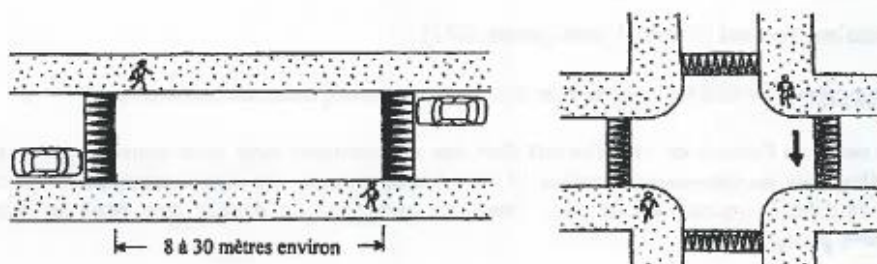
La longueur recommandée des plateaux surélevés hors rampes est comprise entre 8 et 30 mètres.

Leur hauteur (15 cm maximum) sera celle des trottoirs moins deux centimètres. Les rampes devront présenter une pente de 5 à 10 % (7 % maximum si la voie est empruntée par une ligne régulière de transport en commun dont le trafic est supérieur à 10 bus par jour et par sens).

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

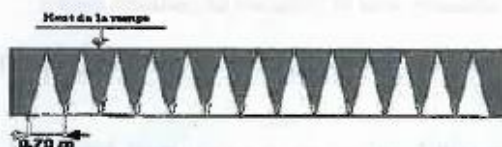
Il est recommandé de réaliser les rampes et si possible l'ensemble du plateau en matériaux différents de ceux de la chaussée, afin notamment de renforcer sa perception visuelle.

Ils seront aménagés conformément aux schémas suivants :



Signalisation horizontale :

La signalisation horizontale à mettre en place sur les rampes est la suivante. Elle devra être réalisée sur toute la largeur de la chaussée.



Signalisation verticale :

Hors zone 30, la signalisation verticale à mettre en place est la suivante :



Signalisation avancée



Signalisation de position

La distance entre les plateaux surélevés et la signalisation avancée devra être comprise entre 10 et 50 mètres (au plus proche de cette dernière).

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Un panneau d'étendue M2 (à placer sous le panneau B14) ou un panneau de fin de limitation de vitesse devra être mis en place.

Chaussée :

Sur 5 mètres de part et d'autre des ralentisseurs, la chaussée devra être renforcée conformément au schéma ci-dessous :

Trafic < 50 PL / jour/ sens



Accessibilité

(Cf. Annexe 3 : Accessibilité de la voirie et des espaces publics)

Le maître d'ouvrage devra s'assurer que le projet est conforme aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'accessibilité.

En cas de non-respect, une demande de dérogation devra être présentée à la sous-commission départementale d'accessibilité.

Chemins piétonniers

Ils devront être aménagés conformément aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'accessibilité notamment en ce qui concerne leur largeur minimale réglementaire.

Celle-ci est de 1.40 mètre libre de mobilier ou de tout autre obstacle éventuel.

Au droit de chaque traversée piétonne, des bandes d'éveil de vigilance devront être mises en place et des abaissés de trottoirs ou bateaux devront être prévus.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Annexe 3 : Accessibilité de la voirie et des espaces publics

Le projet devra être réalisé conformément à la réglementation relative à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics, notamment :

- décret n°2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,
- décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,
- arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Cette réglementation s'applique notamment :

- aux cheminements piétonniers ;
- au stationnement ;
- aux feux de signalisation ;
- aux postes d'appel d'urgence ;
- aux emplacements d'arrêts de véhicules de transport collectif.

En cas d'impossibilité technique de satisfaire aux prescriptions imposées par le décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 susvisé ou par le présent arrêté, le maître d'ouvrage sollicite l'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (Direction départementale des Territoires de l'Ain – 23 rue Bourgmayer – 01000 BOURG EN BRESSE) pour dérogation à une ou plusieurs règles d'accessibilité

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

| | |
|-------------------|----|
| <i>Pour</i> | 13 |
| <i>Contre</i> | 0 |
| <i>Abstention</i> | 0 |

5. **R.P.Q.S.**

Mr Caplat présente les chiffres et faits marquants du RPQS 2014.

Mr Manié demande si la perte d'eau est stable (- 40.000 m3). Il note que c'est énorme.

Mr Caplat répond que Suez a informé que les gens du voyage procèdent à des vols d'eau et font des cars Wash.

Il informe que le Syndicat des Eaux a décidé de ne pas augmenter le prix de l'eau (pour la part vente d'eau).

Il présente les trois principaux projets à savoir :

- . dispositif de sectorisation de l'eau,
- . connexion du réseau avec Est lyonnais via le Pont de Jons,
- . télérelève

Concernant la télérelève, Mme Duprat demande qui supportera la charge des nouveaux compteurs. Mr Caplat précise qu'ils ne seront pas à la charge de l'usager et que ce sera inclus dans le prix de l'eau.

DELIBERATION 15/03/04 : RPQS 2014

Rapporteur : Guy CAPLAT

Monsieur le Rapporteur expose le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) concernant l'année 2014, notamment les faits marquants 2014, les interventions techniques ainsi que la facture 120 m3.

Une synthèse de ce rapport sera mise en ligne sur le site internet de la commune.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

Approuve le Rapport sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) de l'année 2014.

| | |
|-------------------|----|
| <i>Pour</i> | 13 |
| <i>Contre</i> | 0 |
| <i>Abstention</i> | 0 |

6. **PATRIMOINE FLEUVE RHÔNE**

Mme Borrel-Jeantan donne lecture de deux délibérations étroitement liées concernant le fleuve Rhône.

DELIBERATION 15/03/05 : CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES D'INTERVENTION POUR LA REALISATION D'UN PLAN D'INTERPRETATION DES MILIEUX ALLUVIAUX DU FLEUVE RHONE

Rapporteur : Suzanne Borrel-Jeantan

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Madame le Rapporteur rappelle que les communes de Niévroz, Thil et Balan sont gestionnaires d'un territoire regroupant les milieux alluviaux rhodaniens.

Les trois communes sont animées d'une même volonté de préserver et valoriser leur patrimoine lié au fleuve. Certains de ces territoires sont en partie intégrés au site Natura 2000 « Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône de Jons à Anthon ».

Les communes de Thil et Balan ont pour ambition de rejoindre la démarche engagée par la commune de Niévroz en 2014 afin de contribuer à la mise en valeur de leurs milieux alluviaux.

Aussi par mesure de rationalisation et de cohérence, il est convenu d'engager une démarche commune pour mettre en œuvre les programmes d'actions visant à préserver et mettre en valeur la qualité de ces milieux remarquables.

Afin de répondre au mieux à ces ambitions communes, il a été envisagé :

De mettre en œuvre les moyens d'animation générale de la démarche

De dégager une enveloppe financière pour mettre en œuvre tout ou partie des programmes d'actions

De lancer une consultation commune afin de réaliser un plan d'interprétation sur ses territoires.

La convention, ci-après annexée, définit les modalités de contributions administratives et financières des deux parties.

Plus particulièrement, elle dispose que :

la commune de Niévroz porte la démarche administrative, à savoir, la mise en œuvre des actions dont les communes de Niévroz, Thil et Balan seront maîtres d'ouvrage notamment l'élaboration des dossiers de subventions, consultations d'entreprises).

Etant entendu pour ce qui concerne les subventions, la commune de Niévroz a reçu, par courrier du 12 mars 2015, une proposition de subvention de 12 000 € validée par le Conseil Régional dans le cadre du CDRA, le financement du marché concernant « l'élaboration d'un plan interprétation » fera l'objet d'une répartition financière convenue entre les parties comme suit :

50% des coûts sur la base d'une répartition équivalente, soit 16.7 % de la somme globale)

50 % des coûts sur la base d'une répartition, sur la surface propre à chaque commune concernée par l'étude soit 28 hectares pour Thil qui représente une charge de 5.9 % du coût restant (soit 3 % de la somme globale)

Il ressort de ces répartitions, une répartition sur le global :

a. Pour Thil : 19.7 %

b. Pour Niévroz : 45.1 %

c. Pour Balan : 35.2 %

La Commission générale ayant été consultée les 07 mai 2015 et 04 juin 2015,

Vu le projet de convention, ci-après, annexé,

Entendu les explications de Madame le Rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

- d'approuver la convention ci-après annexée détaillant les modalités d'intervention pour la réalisation d'un plan d'interprétation des milieux alluviaux du fleuve Rhône en particulier le mode de portage institutionnel de cette opération et les modalités financières,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes et conventions nécessaires à leur application,
- de désigner Mr Nicolas Zimerli et Mme Suzanne Borrel-Jeantan comme représentants de la commune au groupe de travail et de suivi des études.

Annexe à la Délibération n° 15.03.05 -

CONVENTION

ENTRE :

La commune de NIEVROZ

Dont le siège est à NIEVROZ(01120) Mairie de NIEVROZ

Représenté par Monsieur BATTISTA Patrick, son Maire et ayant pouvoir de signature de ladite convention en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du

ET

La commune de THIL,

Dont le siège est à THIL (01120) Mairie de THIL

Représenté par Monsieur Bruno LOUSTALET, son Maire et ayant pouvoir de signature de ladite convention en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du

ET

La commune de BALAN

Dont le siège est à BALAN (01120) Mairie de BALAN

Représenté par Monsieur Gérard BOUVIER, son Maire et ayant pouvoir de signature de ladite convention en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du

D'autre part,

Lesquels, préalablement à la convention, objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

Les communes de Nievroz, Thil et Balan sont gestionnaires d'un territoire regroupant les milieux alluviaux rhodaniens.

Les trois communes sont animées d'une même volonté de préserver et valoriser leur patrimoine lié au fleuve. Certains de ces territoires sont en partie intégrés au site Natura 2000 « « Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône de Jons à Anthon ».

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

La commune de Niévroz a engagé dès 2014, un travail d'étude, confié au cabinet ASCONIT, afin de fournir une expertise fonctionnelle, socio-économique et écologique de la Lône du Cottey et des anciennes gravières.

La commune de THIL, organise de son côté une consultation d'AMO dans laquelle est inclus un volet d'aménagement et de requalification environnementale. Les études demandées au sein de cette consultation pour le volet thilois "stricto sensu" seront réalisées sans redondance avec la démarche commune NIEVROZ-BALAN-THIL.

La commune de Balan a pour ambition de rejoindre cette démarche afin de contribuer à la mise en valeur de ses milieux alluviaux.

Aussi par mesure de rationalisation et de cohérence, il est convenu d'engager une démarche commune pour mettre en œuvre les programmes d'actions visant à préserver et mettre en valeur la qualité de ces milieux remarquables.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Afin de répondre au mieux à ces ambitions communes, il est décidé :

- De mettre en œuvre les moyens d'animation générale de la démarche
- De dégager une enveloppe financière pour mettre en œuvre tout ou partie des programmes d'actions
- De lancer une consultation commune afin de réaliser un plan d'interprétation sur ses territoires.

La présente convention définit les modalités de contributions administratives et financières des deux parties.

Les territoires concernés par cette consultation sont répartis comme suit :

- Niévroz : 270 hectares
- Thil : 28 hectares
- Balan : 176 hectares

ARTICLE 2 – CONDITIONS ADMINISTRATIVES

Il est convenu que la commune de NIEVROZ porte la démarche administrative, à savoir :

- La mise en œuvre des actions dont les communes de Niévroz, Thil et Balan seront maîtres d'ouvrage notamment l'élaboration des dossiers de subventions, consultations....

Concernant les subventions, la commune de NIEVROZ a reçu, par courrier du 12 mars 2015, une proposition de subvention de 12 000 € validée par le Conseil Régional dans le cadre du CDRA.

Les documents de la consultation ainsi que le choix du ou des prestataires seront validés par les 3 collectivités. L'avis consultatif des membres dédiés du conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes, Assistance à maîtrise d'ouvrage sur la consultation objet de la présente, sera également demandé.

La commune de Niévroz s'engage à informer les communes de Thil et Balan de toutes les démarches administratives liées à la mise en œuvre des actions.

Chacun des contractants s'engage à transmettre tout document sollicité, ou d'émettre les remarques et avis dans les meilleurs délais afin de ne pas gêner la progression de la démarche.

ARTICLE 3 – COMITE DE SUIVI

Afin d'assurer le suivi de la démarche et de procéder aux choix et validation, il est constitué un comité de suivi composé de 6 personnes, réparti comme suit entre les 3 collectivités :

Niévroz : Patrick BATTISTA (Maire de Niévroz) ; Gilles TROMPILLE (Adjoint)

Thil : Bruno LOUSTALET (Maire de Thil) ;

Balan : Gérard BOUVIER (Maire de Balan) ;

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

Le financement du marché concernant « l'élaboration d'un plan interprétation » fera l'objet d'une répartition financière convenue entre les parties comme suit :

50% des coûts sur la base d'une répartition équivalente, soit :

- 1/3 pour la commune de Niévroz (soit 16.7 % de la somme globale)
- 1/3 pour la commune de Thil (soit 16.7 % de la somme globale)
- 1/3 pour la commune de Balan (soit 16.7 % de la somme globale)

50 % des coûts sur la base d'une répartition, sur la surface propre à chaque commune concernée par l'étude :

- Soit 270 hectares pour Niévroz qui représente une charge de 57 % du cout restant (soit 28.5 % de la somme globale)
- Soit 28 hectares pour Thil qui représente une charge de 5.9 % du cout restant (soit 3 % de la somme globale)
- Soit 176 hectares pour Balan qui représente une charge de 37.1 % du cout restant (soit 18.5 % de la somme globale)

Il ressort de ces répartitions, une répartition sur le global :

- Pour Niévroz : 45.1 %
- Pour Thil : 19.7 %
- Pour Balan : 35.2 %

La commune de Niévroz procédera au règlement des factures en tant que commanditaire. L'appel de fonds sera réalisé auprès des communes de Thil et Balan à réception des factures.

La commune de Niévroz sera destinataire des subventions éventuelles (Conseil départemental de l'Ain, Agence de l'eau) qui seront défalquées des appels de fonds aux communes de Thil et Balan.

ARTICLE 5 – DUREE ET VALIDITE DE LA CONVENTION

Cette convention est effectuée pour la durée du marché qui sera signé suite au lancement de la consultation « élaboration d'un plan d'interprétation Niévroz, Thil, Balan »

Cette convention est établie entre les parties conformément aux décisions délibératives :

- Du conseil municipal de Niévroz du
- Du conseil municipal de Thil du
- Du conseil municipal de Balan du
-

ARTICLE 6 – CONDITION DE RETRAIT

La commune de Balan se réserve le droit de se retirer du marché si celui-ci, lors de l'analyse des offres, expose un engagement financier que la commune ne saurait supporter pour l'année 2015.

Ce retrait entraînerait, de fait, la nullité du lot 3 de la consultation « Elaboration d'un plan d'interprétation Niévroz, Thil, Balan – Lot 3 : Territoire de Balan ».

ARTICLE 7 – DIFFERENDS

Tout différend relatif à la formation, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention qui n'aurait pu être réglé à l'amiable entre les parties, sera soumis au Tribunal Administratif de LYON.

Fait en 6 exemplaires, soit deux par collectivité

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

A NIEVROZ,
Le

Pour la commune de NIEVROZ
Le Maire, Patrick BATTISTA

A Thil,
Le

Pour la commune de THIL
Le Maire, Bruno LOUSTALET

A BALAN,
Le

Pour la commune de BALAN
Le Maire, Gérard BOUVIER

| | |
|-------------------|----|
| <i>Pour</i> | 13 |
| <i>Contre</i> | 0 |
| <i>Abstention</i> | 0 |

**DELIBERATION 15/03/06 : CONVENTION RELATIVE A L'INTERVENTION DU CONSERVATOIRE DES ESPACES
NATURELS RHONE- ALPES**

Rapporteur : Suzanne Borrel-Jeantan

Madame le Rapporteur rappelle que la commune a formé le projet de la requalification environnementale des Anciennes Carrières formant les Etangs de THIL et qu'elle participe aux côtés des communes de Niévroz et Balan pour préserver et valoriser le patrimoine lié au fleuve Rhône, certains de ces territoires sont en partie intégrés au site Natura 2000 « Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône de Jons à Anthon ».

Dans ce cadre, la commune souhaite solliciter le Conservatoire des Espaces Naturels Rhône – Alpes pour l'assister dans le suivi des études qui seront réalisées.

La convention, ci-après annexée, définit les modalités de l'intervention du Conservatoire des Espaces Naturels Rhône-Alpes.

La Commission générale ayant été consultée le 04 juin 2015,

Vu le projet de convention, ci-après annexé,

Entendu les explications de Madame le Rapporteur,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

. d'approuver la convention ci-après annexée détaillant les modalités d'intervention du Conservatoire des Espaces Naturels Rhône-Alpes,

. d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

- Annexe à la Délibération n° 15.03.06 -

CONVENTION DE PARTENARIAT

Commune de

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes



Entre

La commune de représentée par son maire, , et dont le siège se situe en mairie de, d'une part,

Et

Le Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes, ci-dessous désigné « **le CEN-RA** », représenté par son Président, Monsieur Jean-Yves CHETAILLE, siégeant au 2, rue des Vallières, la Maison Forte, 69 390 VOURLES, d'autre part.

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs ente la Région Rhône-Alpes et les conservatoires d'espaces naturels rhônalpins (CENRA, CEN 74, CEN 38 et CEN 73) pour la mise en œuvre des programmes d'actions,

Vu la convention entre le Conseil Général de l'Ain et le CEN-RA du 28 août 2006 pour un partenariat dans la mise en œuvre de sa politique des Espaces Naturels Sensibles,

Vu la convention cadre entre l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et les conservatoires d'espaces naturels de Rhône-Alpes du 2 février 2009 pour la préservation et la reconquête des zones humides.

Préambule

La commune de , consciente de la valeur de son patrimoine naturel, notamment alluvial, souhaite le préserver et le mettre en valeur. La commune souhaite développer un projet de

La commune souhaite aujourd'hui continuer son engagement pour concrétiser ce projet de

Dans le cadre de sa mission d'appui aux collectivités le CEN accompagne la commune dans la définition et la mise en œuvre de son projet

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

La commune de et le CEN-RA souhaitent affirmer et formaliser leur partenariat, leurs rôles respectifs et leur complémentarité dans la conduite du projet de préservation et de mise en valeur du patrimoine naturel de la commune.

Article 1 - Objet

L'objet de la présente convention est de définir les modalités du partenariat entre les 2 co-signataires dans le but de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine naturel de la commune de

Article 2 - Champ d'application

La présente convention s'applique à l'accompagnement de la commune de dans la préservation et la mise en valeur de son patrimoine naturel sur le secteur de

Il s'agira de réaliser

Article 3 - Engagement des parties

3.1. Le CEN-RA s'engage à :

- Accompagner la commune de tout au long de la seconde étude de définition du projet de réhabilitation du secteur et plus précisément :
 - o Dans le recrutement du bureau d'études (rédaction de cahier des charges, sélection des offres de prestation, validation de l'étude),
 - o Dans les démarches administratives (relations avec les bailleurs de fond, demandes de subventions),
 - o Au sein du comité de pilotage de l'étude,
- Apporter ses compétences techniques dans le choix des actions à mener,
- Appuyer la commune dans les démarches de concertation.

3.2. La commune de s'engage à :

- Assurer la maîtrise d'ouvrage de l'étude de définition des actions
- Mettre en place et animer le comité de pilotage de l'étude précitée,
- Mettre en œuvre des actions de préservation de son patrimoine naturel qu'elle aura sélectionnées.

Article 4 - Mise à disposition des données

La commune de est propriétaire des données acquises dans le cadre de l'étude.

Néanmoins elle s'engage à mettre à disposition du Conseil Général de l'Ain et de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse les données utiles à la mise à jour de l'inventaire des zones humides de l'Ain.

De plus le CEN-RA, le CBNA (le Conservatoire Botanique National Alpin) et le CBNMC (Conservatoire Botanique National du Massif Central) ont signé une convention de partenariat dans laquelle il est stipulé que « Pour remplir au mieux leurs missions respectives, CBNMC, CBNA et CEN acceptent le principe de l'échange d'informations ou de données en matière de flore ou d'habitats naturels dont ils auraient, le cas échéant, la libre disposition et ceci dans l'intérêt de la conservation du patrimoine naturel. » (art.5 de la convention cadre CBNMC/CBNA/CEN signée le 24 mars 2010). C'est à ce titre que le CEN sollicitera le CBNA pour l'obtention des données flore qu'il détient sur la commune. Le CEN transmettra ensuite au CBNA les données flore acquises dans le cadre de l'étude.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Article 5 - Modalités financières

Le CEN contribue financièrement à ce projet dans le cadre d'une mission d'accompagnement des collectivités pour la préservation des zones humides du Département de l'Ain, financée par le Conseil Général de l'Ain et l'Agence de l'Eau. Cette mission d'accompagnement pour le projet lié à cette convention représente **5 journées de travail par an**.

La commune, en tant que maître d'ouvrage, sollicitera les financements nécessaires à la réalisation de l'étude et à la mise en œuvre des actions qui seront définies.

La commune de et le CEN ne sont pas liés par un échange financier, pour le présent partenariat.

Article 6 - Durée de la convention - Renouvellement - Dénonciation

La présente convention est établie pour :

Son expiration aura lieu à l'issue de

La phase de travaux découlant de l'étude préalable n'est pas incluse dans cette convention, et ne fera pas l'objet d'avenant à la présente convention. Une nouvelle convention sera rédigée entre les deux parties le cas échéant.

Sa dénonciation éventuelle devra intervenir au moins trois mois avant sa date d'échéance par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en deux exemplaires à..... le.....

Pour la commune de
Le Maire,

Pour le CEN-RA,
Le Président,

Jean-Yves CHETAILLE

| | |
|-------------------|----|
| <i>Pour</i> | 13 |
| <i>Contre</i> | 0 |
| <i>Abstention</i> | 0 |

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'assistance de ce conservatoire est gratuite.

7. MARCHE VIDEOPROTECTION

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération.

Mr Caplat demande quelle garantie est prévue sur la station de travail et l'écran.

Mr Thuot précise que c'est la garantie habituelle d'un an avec installation offerte.

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Mme Duprat demande pourquoi une caméra mini dôme a été installée à l'école.

Mr Thuot informe qu'elle a été installée dans le couloir (en plus de celle installée devant l'école), de manière à avoir une caméra à l'intérieur de l'école (suite à des dégradations).

Mr Guillard rajoute qu'il y a désormais une caméra à l'intérieur et un système d'alarme.

DELIBERATION 15/03/07 : MARCHE VIDEOPROTECTION – CREATION DE NOUVEAUX PRIX

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Monsieur le Rapporteur expose que le marché à bons de commande relatif à la fourniture et l'installation de caméras de vidéo protection, passé selon une procédure adaptée restreinte en application de l'article 28 du Code des marchés publics, a été attribué par la délibération n°14.07.05 et notifié à la société Cofelys -Inéo le 01 décembre 2014 pour un montant de commande de 29 069,76 €HT soit 34 883,71 € TTC.

La commande initiale s'est enrichie d'une caméra mini dôme et d'accessoires de fixations pour le besoin de vidéo protection intérieure de l'école et d'une station de travail et d'un écran pour l'administration du système et l'exploitation des extractions de séquences vidéo lors des réquisitions judiciaires pour un montant total de 3188,24 €HT soit 3825,89 € TTC.

Le présent avenant est justifié par la création de nouveaux prix relatifs à la fourniture et l'installation de panneaux d'information (information légale) prix n° 220 pour un montant de 190 €HT soit 228 €TTC, la fourniture et à la mise en œuvre d'une station de travail et d'un écran pour un montant de 1280,95 € HT soit 1537,14 € TTC et le montant total des commandes à 32 258,00 € HT soit 38 709,60 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de passer un avenant n°1 au marché.

Les détails relatifs à l'avenant proposé à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,
Le CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- Approuve l'avenant n°1 portant création de trois nouveaux prix relatifs :

1. à la fourniture et l'installation de panneaux d'information pour un montant de 190 € HT soit 228 € TTC,
2. à la fourniture et mise en œuvre d'une station de travail pour un montant de 1125,00 € HT soit 1350 €TTC,
3. à la fourniture et la mise en œuvre d'un écran pour un montant de 155,95 € HT soit 187,14 €TTC.

- Dit que le montant total des commandes est porté à 32 258,00 € HT soit 38 709,60 € TTC,

- Approuve la passation de l'avenant détaillé dans l'annexe jointe à la présente délibération,

- Autorise Mr le Maire ou son représentant à signer et à exécuter ledit avenant au marché et les documents y afférent.

Annexe à la Délibération n° 15.03.07

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

DEPARTEMENT DE L'AIN
Commune de THIL

Marché de travaux à bons de commande Installations de vidéosurveillance - vidéoprotection

Montant du premier bon de commande au titre du marché : 34 883.71 € TTC.

AVENANT N°1

Au marché notifié le 27 octobre 2014

ENTRE LES SOUSSIGNES,

La commune de THIL représentée par Monsieur Bruno LOUSTALET, son maire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'une part, et

INEO INFRACOM, Agence Rhône-Alpes Auvergne, 5 chemin de la Brocardière 69573 DARDILLY

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article I – Définition de l'avenant

Création de nouveaux prix au marché et évolution du montant total des commandes

Article II – Modification de la prestation et du montant des commandes

Les prestations supplémentaires demandées au maître d'œuvre, durant le marché, sont les suivantes :

1. Panneaux d'information (commune sous vidéo surveillance), prix 220
2. Station de travail Pro DELL T1700, XEON 3E 1220, 4Go Ram, carte graphique K600, prix 221
3. Moniteur 23,6 pouces, prix 222

Les tableaux ci-après récapitulent les modifications apportées durant le marché et les modifications financières engendrées :

- Bon de commande à l'établissement du marché :

| DESIGNATION DES OUVRAGES | TOTAL SERIE | TVA | TTC |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|
| Série 100 Etudes et dossiers | 1 191.23 € | 238.25 € | 1 429.48 € |
| Série 200 Fournitures, installation et mise en service | 20 465.40 € | 4 093.08 € | 24 558.48 € |
| Série 300 Raccordements et programmations | 6 500.76 € | 1 300.15 € | 7 800.91 € |
| Série 400 Formation | 912.37 € | 182.47 € | 1 094.84 € |
| Total général | 29 069.76 € | 5 813.95 € | 34 883.71 € |

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Ce bon de commande comprend les 8 panneaux d'information dont le N° de prix est régularisé par cet avenant.

- Prestations supplémentaires demandées à l'entreprise:

| Désignation | Quantité | Prix unitaire | Prix total |
|---|----------|---------------|-----------------|
| . Panneaux d'information | 8 | 190,00 | 1.520,00 |
| . Moniteur 23,6 pouces | 1 | 155,95 | 155,95 |
| . Station de travail Pro DELL T1700, XEON 3E 1220, 4 Go Ram, carte graphique K600 | 1 | 1.125,00 | 1.125,00 |
| Montant Total Hors Taxes | | | 2.800,95 |
| TVA (20 %) | | | 560,19 |
| Montant Total Toutes Taxes Comprises | | | 3.361,14 |

Le nouveau montant des bons de commande est de 32 258.00 € HT (y compris les commandes ne nécessitant pas d'avenant [caméra école])

Le bordereau de prix, le détail estimatif et le récapitulatif sont joints en annexes. Ils reprennent la totalité des commandes.

Toutes les autres conditions du marché ne sont pas modifiées par le présent avenant et restent en vigueur.

Fait à THIL, le

Lu et accepté
L'entreprise

Le Maire

| | |
|------------|----|
| Pour | 11 |
| Contre | 2 |
| Abstention | 0 |

8. ASSISTANCE ET CONSEIL JURIDIQUE

Mr le Maire rappelle qu'une convention sur une base forfaitaire avait été passée avec Me Lamouille lors du précédent mandat.

Il souligne que les notes d'honoraires ne correspondent plus aux types d'interventions stipulées dans la convention d'origine.

Mr le Maire précise qu'il serait souhaitable d'élargir le périmètre actuel du droit du sol à d'autres domaines, car il faut que la commune gère une situation qui arrive à échéance et se donne les moyens d'être en capacité au cours du 1^{er} trimestre 2016 et pour la totalité du mandat, de passer une commande publique concernant ce type de services.

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Il donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande si Me Lamouille a justifié une augmentation de son volume de travail ou si c'est lié à son évolution professionnelle.

Mr le Maire note qu'il s'agit un peu des deux.

Concernant le retour d'expérience de Me Lamouille, les questions sont de plus en plus « pointues » et touchent parfois d'autres domaines que l'urbanisme.

Avec le service commun ADS, le recrutement d'un agent de catégorie B ou A, et d'un chef de service devraient alléger les demandes auprès de Me Lamouille.

Mr le Maire rappelle que la DDT cesse ses interventions au 1^{er} juillet prochain et depuis le 31 décembre 2013, elle n'intervient plus pour les communes comme Thil.

Mr Manié demande si la veille juridique est incluse dans ce barème.

Mr le Maire informe que dans le cadre du projet de mutualisation ADS, on s'oriente aussi vers une prestation de veille juridique.

Mr Caplat demande si on a fait une simulation de ce qu'on lui a demandé jusqu'à aujourd'hui.

Mr le Maire répond que depuis 2009, c'est de l'ordre de 300 € / mois.

Mr Caplat demande s'il y a une limite dans les frais engagés.

Mr le Maire rappelle qu'il y a la limite budgétaire. Il conviendra de solliciter Me Lamouille sur des questions précises et pertinentes.

Mr Caplat demande si le type de consultations auprès de Me Lamouille sera détaillé sur la facturation.

Mr le Maire répond que Me Lamouille s'est engagé à le faire.

DELIBERATION 15/03/08 : PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL JURIDIQUES

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle qu'à la suite de la mise en place d'un service commun d'instruction des autorisations du droit de sols au sein de la Communauté de communes, les communes conserveront à leur charge la gestion des problématiques juridiques. A la suite, il apparaît nécessaire de s'adjoindre les compétences et l'assistance d'un conseil juridique dans les domaines relevant de ses compétences compte tenu de la multiplicité et de la complexité des domaines réglementaires intervenant dans l'instruction des dossiers et litiges pouvant naître à la suite.

Monsieur le Maire précise, en parallèle, que la complexité de la gestion communale rend nécessaire d'étendre le champ de la sollicitation des conseils et de l'assistance juridiques.

A la suite, il informe que Maître Lamouille, actuel conseil de la commune, a rejoint le cabinet FIDAL qui, de par son organisation, est à même de proposer l'assistance et les conseils juridiques les plus larges.

Compte tenu que la nouvelle organisation concernant les instructions d'urbanisme rend difficile l'évaluation des montants budgétaires annuels, il est proposé au Conseil de délibérer sur un taux horaire des prestations de conseils de Maître Lamouille et plus largement des sollicitations du cabinet FIDAL.

Après négociation, il a été convenu de fixer le taux horaire à 150 Euros toutes taxes comprises et de limiter la durée du contrat d'assistance juridique à signer avec le cabinet FIDAL à neuf mois soit du 1^{er} juillet 2015 au 31 mars 2016.

Une consultation sera organisée au vu du retour d'expérience au cours du premier trimestre 2016 afin de désigner un conseil juridique sur la période avril 2016 – mars 2020.

. Vu la convention ci-après annexée,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

AUTORISE Mr le Maire à signer le contrat d'assistance juridique pour la période du 1er juillet 2015 au 31 mars 2016 pour un taux horaire de 150 €uros toutes taxes comprises.



Commune de THIL

(01 120)

Assistance juridique permanente

Juin 2015

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| 1. L'EQUIPE DEDIEE..... | 39 |
| 1.1. Les Avocats..... | 39 |
| Le département Droit public du bureau lyonnais est également composé d'un Avocat Associé Directeur de Département, d'un Avocat associé et d'une juriste : | 40 |
| 1.2. Le secrétariat | 42 |
| 1.3. Gestion de la qualité..... | 51 |
| 1.3.1. Le secret professionnel et la confidentialité | 51 |
| 1.3.2. La facturation | 51 |
| 1.3.3. La disponibilité des membres de l'équipe..... | 52 |
| 2. DELAIS D'INTERVENTION..... | 54 |
| 2.1. Dispositions permettant de respecter les délais d'intervention mentionnés : | 54 |

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 2.2. | Délais de traitement..... | 54 |
| 3. | Méthodologie spécifique au conseil juridique et à l'assistance contentieuse.... | 55 |
| 3.1. | Le conseil juridique..... | 55 |
| 3.2. | L'assistance contentieuse | 58 |
| 4. | HONORAIRES | 60 |
| | Information importante | 60 |
| 5. | ACCORD..... | 61 |

1. L'EQUIPE DEDIEE

1.1.Les Avocats

L'équipe sera constituée comme suit :

Maître Pierre-André LAMOUILLE, Avocat, responsable du pôle Urbanisme et aménagement du Cabinet, sera l'interlocuteur référent au titre des missions qui seront confiées à FIDAL.



Pierre-André LAMOUILLE
Avocat

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Maître Pierre-André LAMOUILLE sera assisté en tant que de besoin par Maîtres Aude Estelle ABMLARD et Antoine CARLE, Avocats au Barreau de LYON.



Aude-Estelle AMBLARD
Avocat



Antoine CARLE
Avocat

Le département Droit public du bureau lyonnais est également composé d'un Avocat Associé Directeur de Département, d'un Avocat associé et d'une juriste :



Alain LAURIAC
Docteur en Droit
Avocat Associé

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015



Jean-Luc ROUCHON
Avocat Associé



Charlotte TROLEZ
Juriste
Pôle Montagne

Avocats salariés, l'intégralité du temps de travail des collaborateurs est consacré aux dossiers des clients du Département Droit Public (contrairement à la quasi-totalité des autres Cabinets, dont les collaborateurs interviennent à titre libéral et gèrent donc également leurs propres clients).

Cette équipe dédiée, qui dispose d'une expérience avérée et complémentaire, permettra de répondre aux besoins de la collectivité.

Les dossiers seront traités :

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

- soit personnellement par Maître Pierre-André LAMOUILLE, qui sera l'interlocuteur privilégié de la collectivité ;
- soit en binôme, sous son contrôle et sa direction, avec l'un des Avocats collaborateurs ou juriste susvisés.

En cas de dossier complexe et/ou impliquant des compétences pluridisciplinaires, l'un des autres Avocats du Cabinet FIDAL pourra être mobilisé afin que la collectivité obtienne une analyse répondant à ses attentes et lui garantissant une analyse juridique fiable et rigoureuse.

1.2.Le secrétariat

Madame Kelly GEOFFRAY et Madame Julie MAIRET, assistantes du département Droit Public à LYON.



Kelly GEOFFRAY
Responsable Pôle Appels
d'offres (FIDAL LYON)



Julie MAIRET
(FIDAL LYON)

Elles seront le relais administratif de la collectivité et pourront transmettre les messages et communications aux avocats dédiés dans les cas où ils n'auront pu être joints directement.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015



Avocat

Département Droit Public

Prestation de serment : 2004

Pierre-André LAMOUILLE

Tél. : + 33 (0) 4 72 85 70 00

Fax : + 33 (0) 4 72 85 70 39

pierre-andre.lamouille@fidal.com

EXPERTISES MAJEURES

- Urbanisme / Aménagement
- Construction

Diplômes

- Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, Barreau de Lyon - 2004
- D.E.A. Droit Public fondamental, Université Lyon III - 2002
- Maîtrise de Droit Public, Université Lyon III - 2001

Expériences professionnelles

- Responsable du Pôle *Urbanisme et Aménagement* du Cabinet FIDAL LYON depuis Janvier 2015
- Collaborateur de Mes GRANJON et J-M. PETIT (Cabinet ADAMAS) : 2007-2014
- Collaborateur de Me SEVINO (Cabinet DELSOL) : 2005-2007
- Collaborateur de Me Ph. PETIT (Cabinet PETIT) : 2004-2005

➤ **Pierre-André LAMOUILLE assiste en contentieux et conseil tant des collectivités locales que des entreprises, notamment dans les domaines suivants :**

○ Urbanisme / Aménagement

- ✓ Urbanisme réglementaire et opérationnel : autorisations d'urbanisme
- ✓ Foncier : Expropriation, préemption, droit rural
- ✓ Planification : Plan Local d'Urbanisme, Schéma de cohérence territoriale...

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

- ✓ Urbanisme commercial : Document d'aménagement commercial, Autorisation d'aménagement commercial, Affichage et publicité...
 - ✓ Aménagement opérationnel : participation financière, ZAC...
 - Contrats publics
 - ✓ Marchés publics de travaux : passation, exécution, paiement
 - ✓ Droit de la construction : Garanties, Sous-traitance, Accessibilité, réglementation thermique
 - ✓ Gestion du domaine public
 - Environnement
 - ✓ Loi sur l'eau
 - ✓ ICPE
 - Gens du voyage
 - ✓ Aire d'accueil : assistance à la création (expropriation, permis), droit privé...
 - ✓ Occupation irrégulière : expulsion, droit pénal des installations irrégulières...
- Pierre-André LAMOUILLE anime de nombreuses formations et colloques, notamment pour le MONITEUR, EFE, LEXIS NEXIS, l'Etat égyptien, Universités Lyon II et Lyon III...



Avocat

Département Droit Public

Prestation de serment : 2012

Aude-Estelle AMBLARD

Tél. : + 33 (0) 4 72 85 70 00

Fax : + 33 (0) 4 72 85 70 39

EXPERTISES MAJEURES

- Urbanisme / Aménagement
- Droit Public des affaires

aude-estelle.amblard@fidal.fr

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Diplômes

- Master 2 Droit Public des Affaires, Université Lyon III - 2010
- Master 1 Droit Public et Européen, University of Strathclyde - 2009
- Diplôme universitaire en droit anglais - 2008
- DU Juriste d'entreprise - 2008

Expériences professionnelles

- Aude-Estelle a rejoint le Cabinet FIDAL à Lyon en Février 2012.
- Forte d'une première expérience de 3 mois dans un cabinet d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, le Cabinet Clément et Associés, elle a par la suite intégré le service juridique d'une société gestionnaire de service public, Lyon Parc Auto, durant 6 mois.
- Elle a renforcé son expérience au sein du cabinet d'Avocat VEDESI pendant 7 mois.

➤ Aude-Estelle AMBLARD assiste, auprès des Associés, en contentieux et conseil tant des collectivités locales que des entreprises, notamment dans les domaines suivants :

○ Urbanisme / Aménagement

- ✓ Autorisations d'urbanisme
- ✓ Expropriation et préemption
- ✓ Plan Local d'Urbanisme
- ✓ Aménagement opérationnel (participation financière, ZAC...)

○ Contrats publics

- ✓ Passation des marchés publics et DSP, négociations d'avenants...
- ✓ Responsabilité des constructeurs (garantie des constructeurs : responsabilité décennale, expertises...)
- ✓ Gestion du domaine public

➤ Animation de conférences « Les Midinales Fidal » et de formation intra entreprise.



Avocat - Directeur Associé

Département Droit Public

Prestation de serment : 1992

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

EXPERTISES MAJEURES

- Droit Public des affaires
- Contrats publics

Alain LAURIAC

Tél. : + 33 (0) 4 72 85 70 00

Fax : + 33 (0) 4 72 85 70 39

alain.lauriac@fidal.fr

Diplômes

- Titulaire d'un Doctorat en Droit sur : « Le rôle des institutions publiques et des institutions privées dans la gestion du régime des travailleurs privés d'emploi » (MONTPELLIER 1992)
- DESS Administration locale (MONTPELLIER 1989)

Expériences professionnelles

- Son expérience l'a conduit à l'accompagnement de nombreuses procédures de délégations de service public, dans des domaines classiques des services publics locaux, mais également dans des domaines spécifiques, tels que le droit de la montagne ou le droit des télécommunications dans le domaine du haut-débit.
- Membre de l'association Nationale des Docteurs en Droit (ANDD)
- Intervenant à l'E.N.A.C.T., au C.N.F.P.T., au Forum pour la Gestion des Villes, à l'Association des Maires et pour FIDAL Formation.
- Animation de conférences « Les Matinales Fidal »

➤ Alain LAURIAC intervient également sur des questions liées à l'intercommunalité, à la mise en œuvre de montages juridiques complexes, mais également dans le domaine du droit des associations et du contentieux.

➤ Alain LAURIAC a publié de nombreux articles et ouvrages, notamment :

- Rédaction d'articles pour la Revue JCP Administrations et collectivités territoriales édition JurisClasseur LexisNexis, (février 2009) ; la lettre d'information de la Société générale aux

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

associations, (juillet 2008), pour la revue Juristourisme édition Dalloz, articles concernant le droit de la montagne, dernière parution avril 2010 et pour la revue « Montagne Leader » articles concernant le droit de la montagne, (juin 2010).

- Participation à la rédaction du « Code pratique de l'Eau et de l'Assainissement » aux éditions du Moniteur: « la neige de culture » et « l'eau de montagne » (paru en mars 2009).



Avocat Associé

Département Droit Public

Prestation de serment : 2001

Jean-Luc ROUCHON

Tél. : + 33 (0) 4 72 85 70 00

Fax : + 33 (0) 4 72 85 70 39

EXPERTISES MAJEURES

- Organisation territoriale
- Contrats publics

jean-luc.rouchon@fidal.fr

Diplômes

- Maîtrise de Droit Public / Université Jean Moulin Lyon III

Expériences professionnelles

- Juriste puis Avocat au Département Droit Public FIDAL DR de Lyon depuis 1998
- Associé depuis 2007

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

➤ Jean-Luc ROUCHON intervient notamment dans les domaines suivants :

- Intercommunalité / Accompagnement dans les transferts de compétence, Fusions , défense SDCI, création de structures ;
- Organisation territoriale, SEMI, SPL, service public, relation avec les associations ;
- Droit des contrats publics, délégation de service public, marchés publics, contrats complexe (BEA sectoriels), conseil et contentieux.

➤ Formation et conférences :

- Intervenant au C.N.F.P.T., Chambres des Métiers, Association des Maires de la Loire et pour FIDAL Formation (formation inter et intra).
- Animation de conférences « Les Matinales FIDAL »



Juriste

Département Droit Public

Pôle Montagne

Charlotte TROLEZ

Tél. : + 33 (0) 4 79 62 20 73

Fax. : + 33 (0) 4 79 62 57 76

Mob.: + 33 (0) 6 22 85 49 79

EXPERTISES MAJEURES

- Droit Public des affaires
- Contrats publics
- Sécurité et Responsabilités Domaines
clôturés et activités pleine nature

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

charlotte.trolez@fidal.com

Diplômes

- DESS Droit de la Montagne et Développement des Collectivités Montagnardes

Expériences professionnelles

- Son expérience l'a conduite à l'accompagnement de nombreuses procédures de délégations de service public, dans des domaines classiques des services publics locaux, mais également dans des domaines spécifiques, tels que le droit de la montagne ou le droit des télécommunications dans le domaine du haut-débit.
- Intervenant pour la Fédération Nationale de la Sécurité et des Secours sur les Domaines Skiables et pour FIDAL Formation.
- Animation de conférences « Les Matinales Fidal »

- Charlotte TROLEZ intervient également sur des questions liées à l'intercommunalité, à la mise en œuvre de **montages juridiques complexes**, mais également dans le domaine du droit des associations et du contentieux.
- Droit des contrats publics : marchés publics, délégations de service public, baux emphytéotiques administratifs.
- Organisation territoriale : services publics locaux, SEM, SPL, relations avec les associations.
- Droit public économique : interventions économiques des personnes publiques, aides publiques.
- Charlotte TROLEZ a publié de nombreux articles et ouvrages, notamment :
 - Membre du Comité de Rédaction de la revue Juristourisme / Editions Dalloz
 - Rédaction d'articles de droit dans des revues spécialisées telles que Juristourisme / Editions Dalloz, les Cahiers du Conseil National des Sports de Montagne

Et est également intervenante :

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

- Auprès de l'Ecole Nationale de Ski et d'Alpinisme
En Master 2 Droit de la Montagne, Université Pierre Mendès France, Grenoble



Avocat

Département Droit Public

Prestation de serment : 2013

Antoine CARLE

Tél. : + 33 (0) 4 72 85 70 00

Fax : + 33 (0) 4 72 85 70 39

EXPERTISES MAJEURES

- Droit public des affaires
- Contrats publics
- Organisation territoriale

antoine.carle@fidal.fr

Diplômes

- Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat - 2013
- Master 2 Concurrence et régulation des marchés - Université Nanterre Paris Ouest La Défense - 2011
- Master 2 Droit des collectivités territoriales, Université d'Evry-Val-d'Essonne - 2009

Expériences professionnelles

- Antoine CARLE a rejoint le cabinet FIDAL à LYON en novembre 2013.
- Il a une expérience significative de juriste d'entreprise, tout d'abord au sein de la société OGF pendant une année puis de VINCI Concessions à l'occasion d'un stage de six mois.
- Il a également intégré en qualité de stagiaire les cabinets de Pardieu Brocas Maffei (4 mois) et CMS Bureau Francis Lefebvre (6 mois).

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

- Antoine CARLE assiste, auprès de Jean-Luc ROUCHON, en conseil et contentieux tant des collectivités locales que des entreprises, notamment dans les domaines suivants :
- Droit des contrats publics : marchés publics, délégations de service public, baux emphytéotiques administratifs.
 - Organisation territoriale : services publics locaux, SEML, SPL, relations avec les associations.
 - Intercommunalité : transferts de compétence, fusions et transformations d'EPCI.
 - Droit public économique : interventions économiques des personnes publiques, aides publiques.

1.3. Gestion de la qualité

1.3.1. Le secret professionnel et la confidentialité

L'ensemble des Avocats et membres de l'équipe est bien sûr astreints au secret professionnel.

Afin de garantir le respect du principe du secret professionnel, il sera demandé à la collectivité une liste nominative des personnes habilitées à saisir le Cabinet et à recevoir communication des avis, consultations, projets de mémoires et tous documents établis dans le cadre des missions confiées.

1.3.2. La facturation

Les Avocats retranscrivent leurs diligences dans un logiciel spécialisé.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Afin que la facturation soit transparente, ces temps seront retranscrits et annexés aux factures.

1.3.3. La disponibilité des membres de l'équipe

Garantie de disponibilité de Maître Pierre-André LAMOUILLE :

Pierre-André LAMOUILLE prendra toutes dispositions pour être disponible et joignable aisément par les interlocuteurs de la Commune, chaque fois que nécessaire.

☎ Standard (04.72.85.70.00) ou ligne directe (04.72.85.70.15)


📱 (06.08.17.92.55). En cas d'urgence, il sera joignable sur celui-ci même en dehors des heures et jours ouvrés.

✉ Pierre-André LAMOUILLE dispose d'un équipement téléphonique et informatique lui permettant d'avoir accès à ses e-mails (et à l'ensemble des pièces jointes) y compris lors de ses déplacements. Pour nos clients, ce système est totalement transparent puisqu'il est géré depuis une adresse unique : pierre-andre.lamouille@fidal.com


📠 Des télécopies pourront être transmises au Cabinet sur l'une ou l'autre des deux lignes de fax (04.72.85.70.29 ou 04.72.85.70.39).


Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Garantie de disponibilité des collaborateurs :

 Chaque collaborateur sera joignable téléphoniquement au Cabinet par le standard Lyon (04.72.85.70.00) ou bien sur sa ligne directe :

- Charlotte TROLEZ : 04.79.44.43.48 (FIDAL CHAMBERY)
- Aude-Estelle AMBLARD : 04.72.85.74.13
- Antoine CARLE : 04.72.85.70.35

 Des télécopies pourront leur être transmises au Cabinet sur l'une ou l'autre des deux lignes de fax (04.72.85.70.39 ou 04.72.85.70.29).

 Des mails pourront être adressés à chaque collaborateur sur son adresse directe avec copie à l'un des interlocuteurs référent.

Tous les collaborateurs ont accès aux locaux du cabinet en dehors des heures et jours ouvrés leur permettant ainsi de répondre très rapidement aux questions en cas d'urgence.

Garantie de disponibilité du secrétariat :

Le secrétariat du Département Droit Public est disponible de 8H30 à 17H00. En dehors de ces horaires, un secrétariat général (04.7.85.70.00) est ouvert de 8h00 à 19h00 sans interruption.

Les lignes directes des assistantes sont les suivantes :

- Kelly GEOFFRAY : 04.72.85.70.44
- Julie MAIRET : 04.72.85.70.86

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

2. DELAIS D'INTERVENTION

2.1. Dispositions permettant de respecter les délais d'intervention mentionnés :

- ✓ Diversité des modes de saisine, permettant une réactivité maximale : mails (chaque Avocat dispose d'une adresse e.mail), téléphone (ligne directe ou portable de chaque Avocat) ou télécopie.
- ✓ Chaque membre de l'équipe est joignable directement et dans un créneau horaire important ;
- ✓ Une équipe dédiée est mise à la disposition de la collectivité, un suppléant étant désigné pour pallier l'absence de l'Avocat référent.

L'ensemble de l'équipe pourra être mobilisé de façon concomitante, afin d'être en mesure de répondre aux problématiques urgentes qui nécessiteraient une organisation coordonnée.

2.2. Délais de traitement

L'organisation dédiée à la collectivité permet au Cabinet FIDAL de s'engager sur les délais maximum suivants.

Bien entendu, ils seront constamment adaptés, à la demande de la collectivité, en fonction du degré d'urgence des dossiers et selon les impératifs des services.

| PRESTATIONS | DELAI | DELAI SI URGENCE |
|--|-----------|------------------|
| Consultations par téléphone | Immédiat | Immédiat |
| Consultations juridiques simples | 24 heures | 4 heures |
| Consultations juridiques complexes | 2 jours | 24 heures |
| Observations sur un projet d'acte simple | 24 heures | Immédiat |
| Observations sur un projet d'acte complexe | 24 heures | 6 heures |
| Rédaction d'actes | 24 heures | 4 heures |
| Rédaction de mémoires | 3 jours | 12 heures |

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

3. Méthodologie spécifique au conseil juridique et à l'assistance contentieuse

Le Cabinet FIDAL s'engage à suivre une méthodologie ayant fait ses preuves et garantissant la collectivité un processus de traitement des dossiers rapide, transparent et permettant d'assurer une fiabilité des réponses qui lui sont communiquées.

Cette méthodologie permet au Cabinet FIDAL de respecter les délais sur lesquels il s'est engagé.

3.1. Le conseil juridique

La collectivité prendra contact avec l'équipe dédiée par tous moyens à sa convenance (par mail, téléphone ou télécopie).

La méthodologie proposée sera fonction du degré de difficulté des interrogations de la collectivité et de leur caractère d'urgence.

3.1.1. Pour les consultations simples et non urgentes, un accusé réception de la question posée sera aussitôt et systématiquement adressée à la collectivité (par mail ou téléphone), afin qu'elle dispose de l'assurance de sa bonne réception.

Pour illustration, la collectivité pourra solliciter l'analyse du Cabinet FIDAL sur la faisabilité d'une déclaration préalable de travaux ou d'une demande de permis de construire au vu du plan local d'urbanisme ou d'autres contraintes. Après un premier échange immédiat pour s'assurer de la complétude du dossier et des informations transmises, l'Avocat communiquera une analyse synthétique, claire et argumentée dans un délai de 24 heures, et le cas échéant, proposera un projet d'arrêté à la collectivité.

La forme de la réponse (consultation écrite, téléphonique ou simple mail) sera déterminée en fonction des attentes de la collectivité ; en règle général, et sauf indication contraire de celle-ci, une réponse écrite par mail viendra compléter la réponse téléphonique.

3.1.2. Pour les consultations simples et urgentes, l'équipe s'attachera à privilégier l'exigence de rapidité. Ainsi, les délais de réponse par téléphone seront immédiats.

Pour les questions nécessitant une réponse écrite, l'ensemble de l'équipe sera susceptible d'être mobilisé afin de communiquer à la collectivité une réponse dans un délai de 4 heures.

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Pour illustration, la collectivité pourra solliciter l'analyse du Cabinet FIDAL sur la complétude ou la régularité d'une déclaration d'intention d'aliéner et souhaiter un accompagnement dans la décision de préemption à prendre, fût-ce dans le cadre d'une délégation du droit de préemption...

1.1.1. Pour les consultations complexes et non urgentes, un accusé-réception sera également et sans délai transmis à la collectivité.

Il permettra le cas échéant de solliciter les éléments complémentaires qui seraient nécessaires mais également de s'assurer que les problématiques ont bien été appréhendées par l'équipe dédiée.

Une proposition d'honoraires récapitulant de façon exhaustive les diligences à accomplir sera également communiquée à ce stade du dossier.

Les consultations juridiques, établies dans un délai de 2 jours, s'attachent à fournir à la collectivité des réponses argumentées, fiables sur le plan juridique, répondant également à ses impératifs de toute nature (financiers par exemple) et proposant une solution réellement susceptible d'être mise en œuvre.

Chaque consultation rappelle les faits de l'espèce et précise la problématique à laquelle la collectivité est confrontée.

Elle détaille ensuite l'argumentation juridique, les avantages/inconvénients des options envisageables ainsi que les contraintes (juridiques et pratiques) devant être prises en compte. Une attention particulière sera portée en tout premier lieu sur la question des compétences.

Une conclusion, présentée en termes claires et intelligibles y compris pour des non juristes, permettra à la collectivité de connaître de façon synthétique les éléments essentiels de l'analyse, les risques ainsi que les préconisations opérationnelles du Cabinet FIDAL.

Par exemple, la collectivité pourra solliciter le titulaire pour des conseils en matière de montage opérationnel : ce sera le cas lorsque la collectivité envisage la réalisation d'une opération d'aménagement au sens de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme et s'interroge sur l'outil d'aménagement le plus opportun : zone d'aménagement concerté, projet urbain partenarial, lotissement, etc... Une étude comparative avec préconisation sera transmise afin d'éclairer le choix des élus.

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Le cas échéant, le Cabinet FIDAL pourra, si les élus le souhaitent, présenter un calendrier prévisionnel.

1.1.2. Pour les consultations complexes et urgentes, un accusé-réception sera également et sans délai transmis à la collectivité ; un premier estimatif des diligences à accomplir l'accompagnera.

Pour tenir compte du caractère d'urgence et de la nécessaire rapidité du traitement du dossier (l'équipe s'engageant sur un délai de 24 heures), l'analyse écrite sera nécessairement moins détaillée qu'en cas de dossier non urgent.

Cette circonstance ne retirera en rien la fiabilité juridique de la consultation, qui reposera nécessairement sur les textes applicables, la jurisprudence ou la doctrine.

1.1.1. S'agissant de la rédaction d'acte et les observations sur les projets d'acte, un accusé-réception sera là-encore communiqué dès réception à la collectivité.

Il pourra s'agir d'un projet d'arrêté de permis, d'arrêté de péril, d'un cahier des charges de cession de terrain ...

En règle générale (et sauf intervention très ponctuelle et/ou urgente), un estimatif d'honoraires sera communiqué au préalable.

L'intervention de l'équipe pourra s'effectuer de façon diverse.

Ainsi, il peut s'agir de valider ou modifier un projet de délibération, d'arrêté ou de contrat ; ces diligences s'effectuent en pratique par e-mail, dans un souci de rapidité et d'efficacité et afin de respecter les délais sur lesquels le Cabinet FIDAL s'engage. En cas d'urgence, une réponse immédiate (acte simple) ou dans un délai de 6 heures (acte complexe) est communiquée

Les missions de rédaction d'actes (conventions, arrêtés, protocoles d'accord etc...) impliquent un réel échange avec la collectivité afin que l'acte qui a été établi réponde parfaitement à ses attentes et garantisse ses intérêts dans le temps.

Il s'agit également non pas de limiter l'intervention du Cabinet à la seule rédaction d'un acte juridique mais également de conseiller la collectivité et d'attirer son attention sur les conséquences des choix opérés, des concessions consenties ou encore des risques encourus.

Les réunions

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

L'équipe dédiée participera aux réunions initiées par la collectivité ou des tiers.

Elles peuvent être l'occasion d'exposer aux services de la collectivité ou à ses élus les éléments d'un dossier spécifique, de sorte à les éclairer sur ses enjeux et déterminer les suites à donner.

En présence de personnes extérieures à la collectivité (réunion de négociation par exemple), il s'agira de représenter et défendre les intérêts de la collectivité.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu transmis à la collectivité dans un délai de 48 heures.

3.2.L'assistance contentieuse

Phase précontentieuse

Ensuite d'une réclamation préalable présentée à l'encontre de la Collectivité, l'équipe dédiée la conseillera sur les suites susceptibles d'être données ainsi que sur les risques encourus.

Son analyse tiendra certes compte de l'état du Droit et de la jurisprudence mais aussi des pratiques des Tribunaux (en termes de délais de jugement notamment) pouvant ensuite être saisis. Il s'agit également de prendre en compte les intérêts immédiats de la collectivité et des conséquences (plus ou moins importantes en fonction du type de contentieux) d'une décision qui serait défavorable à la collectivité.

Cette phase doit permettre à la collectivité d'être en mesure d'apprécier tous les enjeux d'un éventuel contentieux ultérieur.

Phase contentieuse

Après transmission d'un recours contentieux par la collectivité, le cabinet FIDAL :

- ✓ Informera sans délai le Greffe de la juridiction de son intervention et satisfera aux formalités de constitution ;
- ✓ Procèdera à l'étude du recours et des pièces transmises et déterminera les pièces à demander à la collectivité ; il s'agira ainsi d'analyser la recevabilité du recours, la pertinence des moyens soulevés et les chances de succès de la collectivité.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Le contentieux n'exclut en effet pas le conseil ; à ce titre, le Cabinet FIDAL pourra être conduit à privilégier des mesures de régularisation (par exemple, en invitant le bénéficiaire d'un permis de construire à solliciter un permis modificatif).

Un estimatif des honoraires qu'implique le dossier sera également communiqué.

Une correspondance récapitulant l'ensemble de ces points sera adressée à la collectivité dans un délai de 48 heures (12 heures en cas d'urgence).

- ✓ Élaborera un projet de mémoire en défense, de requête introductive d'instance ou d'assignation.

Ce projet sera communiqué préalablement afin de recueillir l'accord ou les éventuelles observations de la collectivité. Plusieurs échanges peuvent être envisagés jusqu'à la validation par cette dernière du mémoire ou acte dont la juridiction sera saisie.

A l'occasion de cette communication, le Cabinet FIDAL fera le cas échéant connaître à la collectivité son analyse sur les difficultés suscitées par le dossier et qui n'auraient pu être appréhendées lors de sa réception.

- ✓ Notifiera l'acte juridique et de ses pièces au Greffe de la juridiction par voie électronique, lettre RAR (+ télécopie).
- ✓ Le cas échéant, informera la collectivité des possibilités éventuelles de régularisation et leur modalités. En contentieux PLU, le Cabinet FIDAL examinera les possibilités de retour en arrière (prescription, arrêt, enquête publique, etc) ; en contentieux d'autorisation du sol, le Cabinet soumettra à la collectivité, voire au pétitionnaire, les points à purger par le dépôt d'un modificatif...

Le Cabinet FIDAL tiendra bien sûr informé la collectivité du suivi des recours contentieux.

Ainsi, Maître LAMOUILLE :

- ✓ transmettra dès leur réception les mémoires et conclusions émanant des autres parties à l'instance ; il fera alors connaître son analyse sur l'argumentation qu'ils contiennent.

Il indiquera si une réplique est selon lui nécessaire et opportune, la décision définitive sur ce point étant prise en concertation avec la collectivité.

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

- ✓ Informera la collectivité des événements de procédure (clôture d'instruction, avis d'audiences....) ;
- ✓ Représentera la collectivité lors de l'audience (plaidoirie ou observations orales ensuite des conclusions du rapporteur public) ; il lui transmettra dans un délai de 24 heures un compte rendu écrit de l'audience (un compte rendu oral par téléphone pouvant également être demandé par la collectivité).

Dans le cas où une note en délibéré apparaîtrait nécessaire, l'équipe dédiée en fera aussitôt part à la collectivité ; une décision concertée sera alors prise quant à son opportunité. Un projet de note en délibéré sera ensuite aussitôt communiqué pour validation préalable.

Les jugements ou arrêts seront analysés par l'équipe dédiée ; elle déterminera ainsi leurs conséquences pratiques, les éventuelles voies de recours ainsi que l'opportunité de les utiliser.

A la demande de la collectivité, le Cabinet FIDAL lui communiquera trimestriellement un état (sous forme de tableaux) récapitulant les contentieux en cours et leur stade procédural.

4. HONORAIRES

Le montant de nos honoraires sera proportionnel au temps effectivement mobilisé par nos Avocats et selon un tarif horaire, commercialement arrêté à 125 € HT (soit 150 € TTC / heure).

Afin de mener à bien cette mission, les Avocats de la Société FIDAL tiendront à jour un relevé du temps passé.

Information importante

Nous vous rappelons que les marchés de prestations juridiques dont le montant est **inférieur à 15 000 € HT** ne sont pas soumis à consultation par les règles de la commande publique. Ces contrats sont donc exonérés de toute mise en concurrence et l'acheteur public peut choisir le prestataire qu'il a librement identifié.

Si vos besoins atteignent ou devaient excéder ce seuil sur la durée de la convention, nous vous rappelons que vous êtes tenu, en tant que pouvoir adjudicateur, de lancer une consultation conformément à l'une des procédures prévues par le Code des marchés publics.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Au-delà de ce seuil de 15 000 € HT, les marchés de prestations juridiques peuvent être conclus dans le cadre d'une procédure adaptée.

En outre, en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 28 du Code des marchés publics, les marchés de prestations juridiques peuvent être conclus sans publicité, ni mise en concurrence préalable « *si les circonstances le justifient* » ou « *dans les situations décrites au II de l'article 35* » (en particulier « *pour faire face à une urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles* »).

5. ACCORD

La présente convention prendra effet à réception par FIDAL d'un exemplaire original des présentes dûment signé par le représentant habilité de la Commune de THIL.

A THIL

A LYON

Le

Le 6 juin 2015

Pour la Commune de THIL

Pierre-André LAMOUILLE

Le Maire

Avocat

Bruno LOUSTALET

| | |
|------------|----|
| Pour | 13 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

9. REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

Mr Maisonnas rappelle que la STEP du Clos des Platanes est effective depuis un an.

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Il informe qu'en septembre prochain, il conviendra de déterminer l'amortissement de la station et le prix de l'eau. Auparavant, il convient de signer une convention avec Suez pour l'encaissement des factures d'eau.

Mr Manié demande qui entretient à ce jour, la station.

Mr Maisonnas répond que les agents communaux des services techniques travaillent sur le site à concurrence de deux heures par mois. Un contrat de maintenance pour l'électricité (alimentation de la pompe) devra être signé lorsque la garantie sera arrivée à échéance.

Mr Manié souligne que c'est donc les services techniques qui vont continuer à entretenir la station.

Mr Maisonnas répond dans l'affirmative et précise qu'il ne s'agit que du désherbage.

Il précise que l'objet de la délibération est de confier à Suez le prélèvement des sommes du Syndicat des Eaux pour la partie alimentation en eau, et à la commune pour la partie redevance assainissement.

DELIBERATION 15/03/09 : CONVENTION FACTURATION ET ENCAISSEMENT DES REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur expose que tout service d'assainissement doit donner lieu à la perception d'une redevance d'assainissement déterminée conformément aux dispositions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales et le décret n° 2000-237 du 13 mars 2000.

Suez Environnement Eau est, à ce jour, le délégataire du service de l'eau et assure pour le compte du SIE Thil – Niévroz la facturation et l'encaissement des redevances du service de l'eau.

Suez Environnement Eau assurera pour le compte de la commune le service de facturation et d'encaissement sur la facture d'eau uniquement auprès des abonnés raccordés ou raccordables pour autant que l'assiette et la périodicité de facturation soit identiques au cas général.

4. La Commission Générale du 04 juin 2015 ayant été préalablement informée,

5. Vu le projet de convention, ci-après, annexé,

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

6. Approuve la convention à signer entre la commune et Suez Environnement Eau pour la facturation et l'encaissement des redevances à percevoir pour le service d'assainissement

7. Autorise Monsieur le Maire à la signer ainsi que toutes les pièces qui s'y rapportent.

| | |
|------------|----|
| Pour | 13 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

10. FINANCES

DECISION MODIFICATIVE N° 1 : REPORT DEFICIT D'INVESTISSEMENT 2014

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

| Désignation | Diminution sur crédits ouverts | Augmentation sur crédits ouverts |
|---|--------------------------------|----------------------------------|
| D 001 : Solde d'exécution d'inv. reporté | | 50 048.61 € |
| TOTAL D 001 : Solde d'exécution d'inv. reporté | | 50 048.61 € |

| | |
|------------|----|
| Pour | 13 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

DECISION MODIFICATIVE N° 2 : AMORTISSEMENTS

| Désignation | Diminution sur crédits ouverts | Augmentation sur crédits ouverts |
|---|--------------------------------|----------------------------------|
| D 6188 : Autres frais divers | 6 994.00 € | |
| TOTAL D 011 : Charges à caractère général | 6 994.00 € | |
| D 6811 : Dot.amort.immos incorp.& corp | | 6 994.00 € |
| TOTAL D 042 : Opérations d'ordre entre section | | 6 994.00 € |
| R 28041582 : GFP: Bâtiments et installation | | 6 201.00 € |
| R 28041641 : IC : Biens mobiliers, matériel | | 794.00 € |
| TOTAL R 040 : Opérations d'ordre entre section | | 6 995.00 € |

| | |
|------------|----|
| Pour | 13 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

DECISION MODIFICATIVE N° 3 : SUBVENTION ETUDE ETANGS

| Désignation | Diminution sur crédits ouverts | Augmentation sur crédits ouverts |
|--|--------------------------------|----------------------------------|
| R 1321-136 : Cadre de Vie | 5 000.00 € | |
| TOTAL R 041 : Opérations patrimoniales | 5 000.00 € | |
| R 1323-136 : Cadre de Vie | | 5 000.00 € |
| TOTAL R 13 : Subventions d'investissement | | 5 000.00 € |

| | |
|------------|----|
| Pour | 13 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

DECISION MODIFICATIVE N° 4 : VIREMENTS DE CREDITS

| Désignation | Diminution sur crédits ouverts | Augmentation sur crédits ouverts |
|--|-----------------------------------|-------------------------------------|
| R 1325 : Groupements de collectivités | 50 000.00 € | |
| R 13251 : Subv du GFP de rattachement | | 50 000.00 € |
| TOTAL R 13 : Subventions d'investissement | 50 000.00 € | 50 000.00 € |

| | |
|------------|----|
| Pour | 13 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

Il souligne qu'il s'agit simplement d'écritures comptables.

11. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Mr Guillard informe l'Assemblée que dans le cadre de la stagiairisation d'un agent d'Animation, il y a lieu de modifier le tableau des emplois de la commune et par là-même d'épurer les postes qui ne seront plus affectés.

Mr Manié note qu'il est triste de supprimer le poste de garde champêtre. Monsieur Caplat lui répond que la commune a conservé le clairon, au cas où.

Mr Guillard explique les procédures concernant le rajout ou l'enlèvement de postes et précise que tous les postes cités sont ouverts et pas forcément affectés.

DELIBERATION 15/03/10 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Rapporteur : Philippe Guillard

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,
Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- **accepte** les propositions de Mr le Rapporteur,
- **fixe** le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1^{er} septembre 2015.
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre les Arrêtés ou Contrats nominatifs correspondants.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 29 juin 2015

Annexe à la Délibération n° 15/03/10

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

- . 2 Adjointes Techniques 2^{ème} Classe (*Entretien des locaux*)
- . 2 Adjointes Techniques 2^{ème} Classe (*Service Voirie*)
- . 2 Adjointes Techniques 1^{ère} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Technique Principal 1^{ère} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Administratif 2^{ème} Classe
- . 1 Rédacteur
- . 1 Rédacteur Principal

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

- . 1 Adjoint Technique (*Bâtiments communaux : 33h15 annualisées à 28h00 par semaine*)
- . 1 Adjoint Technique (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Adjoint Technique (*4h40 annualisées à 4h40 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*40h30 annualisées à 32h27 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 20h30 annualisées à 15h41 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*restaurant scolaire : 19h30 annualisées à 14h55 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Garderie périscolaire : 27h55 annualisées à 21h22 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Classe Maternelle : 34h30 annualisées à 27h34 par semaine*)
- . 1 Adjoint Administratif (*28h00 par semaine*)

| | |
|------------|----|
| Pour | 13 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

12. NOUVELLES ACTIVITES PERISCOLAIRES (NAP)

Mme Berger rappelle que la commune a réalisé l'année dernière un PEDT pour bénéficier d'une aide de l'état et de la CAF. Cette aide va être reconduite pour la prochaine rentrée scolaire. Toutefois à compter de septembre 2015, une participation sera demandée aux parents d'élèves pour le financement du petit matériel (qui était cette année, financé sur le budget de l'école).

DELIBERATION 15/03/11: PARTICIPATION FORFAITAIRE AUX NOUVELLES ACTIVITES PERISCOLAIRES (EX-TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES)

Rapporteur : Valérie Berger

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal qu'en raison du coût de fonctionnement (hors coût salarial) telles les fournitures nécessaires aux Nouvelles Activités Périscolaires, il y a lieu de fixer une tarification pour financer cette dépense.

Elle propose à l'Assemblée de fixer la participation forfaitaire par enfant à 20,00 euros quel que soit le nombre de jours de fréquentation par semaine. Pour les occasionnels (à concurrence de 4 séances dans l'année) le tarif reviendra à 5,00 € par séance sans toutefois dépasser la somme de 20 euros par année scolaire.

Entendu les explications de Madame le Rapporteur,
LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

1. Fixe ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} septembre 2015, la participation aux Nouvelles Activités Périscolaires à 20,00 euros pour l'année
 2. Dit que cette participation sera acquittée dès le premier mois de fréquentation quel que soit le nombre de jours de fréquentation
 3. Dit que pour les occasionnels (Nombre de participations inférieur à 4 jours) un remboursement en fin d'année scolaire sera réalisé par virement interbancaire pour ramener la participation à 5,00 € par jour de fréquentation.

| | |
|-------------------|-----------|
| <i>Pour</i> | <i>13</i> |
| <i>Contre</i> | <i>0</i> |
| <i>Abstention</i> | <i>0</i> |

13. TRANSPORTS SCOLAIRES ECOLE – ALSH GABI

Mme Berger rappelle que depuis janvier dernier, la commune a mis en place un transport de l'école vers Gabi. Il est estimé la même fréquentation pour la prochaine rentrée scolaire.

Mr Guillard rappelle qu'un car Philibert de 50 places est mis à disposition chaque semaine pour les cinq enfants concernés, ceci pour bénéficier d'un tarif préférentiel lié à la réutilisation du car.

DELIBERATION 15/03/12 : TARIF DES TRANSPORTS SCOLAIRES ECOLE - ALSH (GABI)

Rapporteur : Valérie Berger

Madame le Rapporteur rappelle au Conseil Municipal la délibération n° 14/09/01 du 19 décembre 2014 relative à un transport de « porte à porte » de l'école de la Riotte vers l'ALSH « Gabi » de Beynost les mercredis midi.

Elle rappelle que le tarif du transport était fixé à 3 euros par enfant et par trajet, que toute inscription fait l'objet d'une facturation sauf cas de force majeure justifiée, et que l'inscription n'est acceptée que sur présentation préalable d'un justificatif d'inscription à l'ALSH « Gabi ».

La facturation du service restera mensuelle et reportée sur la facture des prestations périscolaires.

La fréquentation estimée étant similaire à celle enregistrée depuis la mise en place de cette prestation, Madame le Rapporteur propose de reconduire aux mêmes conditions cette prestation à compter du 1^{er} septembre 2015.

Entendu les explications de Madame le Rapporteur,
LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 29 juin 2015

- Reconduit à compter du 1er septembre 2015, les conditions d'organisation du transport de l'Ecole de la Riotte vers l'ALSH « Gabi » pour les enfants inscrits »
- Maintient le tarif du transport à 3 euros par enfant et par trajet.

| | |
|-------------------|-----------|
| <i>Pour</i> | <i>13</i> |
| <i>Contre</i> | <i>0</i> |
| <i>Abstention</i> | <i>0</i> |

14. QUESTIONS DIVERSES

Agenda

Mr le Maire informe que le prochain Conseil aura lieu mi-septembre prochain.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 29 juin 2015 à 21 h 25
Stopper l'enregistrement»